

AFFRONTER LES PERTURBATIONS ENSEMBLE



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

PLAIDOYER EN VUE D'UN
EXTRACTIF JUSTE EN
PERIODE DE CHANGEMENT



Secrétariat international de PCQVP
Rapport annuel des administrateurs et
comptabilité financière 2020

Table of Contents

| | |
|---|-----------|
| Remerciements | 3 |
| Introduction | 4 |
| 1. Objectifs et activités | 7 |
| 2. Anticiper l'avenir : adaptation à la Covid-19 | 11 |
| 3. Un plaidoyer percutant réalisé mené mouvement efficace : activités de PCQVP en 2020 | 13 |
| 4. Renforcement du secrétariat pour soutenir le mouvement | 26 |
| 5. Les enseignements de l'année 2020 | 28 |
| 6. À l'horizon 2021 | 31 |
| 7. Examen financier | 34 |
| 8. Risques et incertitudes | 37 |
| 9. Gouvernance et gestion | 40 |
| 10. Déclaration des responsabilités des membres du Conseil d'administration | 45 |
| 11. Rapports des vérificateur.rice.s et comptes statutaires | 47 |
| Notes afférentes aux états financiers | 54 |

Remerciements

Ministère des Affaires étrangères du Danemark

Ford Foundation

Luminate

Ministère des Affaires étrangères de Finlande

Agence norvégienne de coopération au développement (NORAD)

Open Society Foundations

The Sigrid Rausing Trust

The William and Flora Hewlett Foundation

Southern Africa Resource Watch (SARW)

INTRODUCTION

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) nourrissait de grandes attentes vis-à-vis de 2020, en tant que première année de mise en œuvre de notre nouvelle stratégie quinquennale, [Vision 2025](#). Cette stratégie définit notre programme citoyen pour le secteur extractif à travers quatre objectifs : améliorer l'information au sein du mouvement PCQVP, accroître son influence, amplifier sa voix et établir de solides connexions liant le réseau entier. La Covid-19 a ensuite bouleversé la face du monde.

La pandémie a eu des répercussions dévastatrices sur les personnes, les communautés et les économies du monde. Elle a également accéléré les tendances inquiétantes liées à la fermeture de l'espace civique : de nombreux gouvernements adoptent des lois plus restrictives, limitant les libertés fondamentales au nom de la protection de la santé publique. Dans le même temps, la baisse de la demande de pétrole, accompagnée d'une chute des prix et de perturbations de la chaîne d'approvisionnement minière, a donné un avant-goût des implications à long terme à mesure de l'aggravation de la crise climatique.

Le tableau est sombre. En dépit des difficultés, et comme toujours, les

membres de PCQVP du monde entier ont su relever les difficultés.

Au sein du secrétariat international, nous nous sommes inspiré.e.s du courage et de l'ingéniosité des membres, en nous adaptant rapidement à la situation pour soutenir le mouvement mondial en toute efficacité. Nous avons rapidement réaffecté le financement de base initialement prévu pour les événements physiques en subventions secondaires afin de soutenir directement les coalitions de PCQVP. Et, comme de nombreuses organisations, nous avons rapidement eu recours au travail en ligne (événements et réunions) pour préserver le dynamisme du mouvement, partager l'apprentissage et coordonner nos actions.

Fin octobre 2020, alors qu'une deuxième vague de Covid-19 déferlait sur l'hémisphère nord et qu'il était devenu évident que les perturbations provoquées par la pandémie n'avaient rien de temporaire, le secrétariat PCQVP a organisé une conversation mondiale afin de mettre à l'épreuve la stratégie soigneusement élaborée par notre mouvement. Sous l'égide de l'une des principales futures futures en Afrique, nous avons étudié [quatre scénarios futurs](#) susceptibles d'émerger des suites de la pandémie. Cet événement s'est achevé sur l'élaboration d'une [orientation stratégique](#) à des fins d'adaptation aux différentes répercussions de la Covid-19 visant à surmonter les incertitudes.

Au cours d'une année éprouvante, nous nous réjouissons d'avoir notamment accompli des progrès significatifs vers la réalisation des objectifs communs définis dans la Vision 2025.

Nous avons lancé la campagne mondiale [#DisclosetheDeal](#), visant la transparence des contrats dans le secteur extractif. La campagne reflète l'importance stratégique que nous accordons à l'influence et à l'impact, en veillant à ce que la voix de notre mouvement soit plus forte que la somme de ses parties. D'autres campagnes de PCQVP consistant à influencer les normes mondiales en matière de gouvernance des industries extractives seront organisées en 2021 et les années à venir.

Nous avons utilisé le nouveau [cadre stratégique sur l'espace civique](#) de PCQVP pour répondre aux menaces ou aux peines d'emprisonnement des militant.e.s de notre mouvement en République du Congo et au Niger.

Nous avons poursuivi la progression de la gouvernance des ressources naturelles en adoptant un point de vue féministe tout au long de 2020. Grâce à l'évaluation des enseignements de notre projet pilote sur l'égalité des sexes en Afrique de l'Ouest, notre demande de renouvellement et d'augmentation

du financement a été acceptée, ce qui nous a permis d'étendre ce travail à l'Ukraine et au Kirghizstan. Nous avons rejoint les organisations féministes et de défense des droits des femmes au sein de notre groupe de travail sur la justice de genre et les industries extractives, puis nous avons coordonné l'élaboration de [18 réformes politiques](#) pour influencer le Forum Génération Égalité d'ONU Femmes, en formulant des actions concrètes afin que les gouvernements progressent en matière d'égalité des sexes sur la période 2021-2025.

En 2020, nous avons renforcé notre mouvement, en accueillant des coalitions PCQVP en Inde, au Liban et au Soudan du Sud. Nous avons également repensé le secrétariat afin de mieux soutenir notre nouvelle stratégie, en nommant quatre responsables à des postes clés, ainsi qu'en obtenant une importante subvention quinquennale d'usage non restreint sur cinq ans. Nous avons continué à établir des partenariats stratégiques et à nous tourner vers l'avenir, en exprimant notre engagement en faveur d'une transition équitable et transparente vers les énergies propres.

Nous avons été impressionné.e.s par l'efficacité de PCQVP à l'occasion de l'examen des résultats de [l'enquête de référence](#) réalisée auprès des coordinateur.rice.s des coalitions nationales. Sur les 48 personnes interrogées, 32 ont indiqué que leurs coalitions nationales avaient réalisé des progrès en matière de plaidoyer au cours de l'année précédente. Cependant, des efforts supplémentaires doivent encore être déployés. L'enquête a également révélé que, dans l'ensemble, les hommes occupent deux fois plus de sièges que les femmes dans la composition des conseils de gouvernance de ces mêmes coalitions. Nous devons remédier à ce constat.

L'année a été marquée par de grands défis et d'immenses pertes, mais également par la résilience et le courage dont témoignent les membres de notre mouvement, ainsi que

de nombreuses autres personnes. Chacun est prêt.e à se battre afin de tirer parti des industries extractives, plutôt que d'en subir les conséquences néfastes. Les militant.e.s de PCQVP du monde entier demeurent engagé.e.s et sont plus que jamais convaincu.e.s de l'importance de notre combat en faveur de la transparence. D'autant plus que la pandémie de Covid a mis en évidence le fait que chaque détournement de fonds publics a une incidence

directe sur des vies, en particulier celles des personnes pauvres et marginalisées. Le renforcement en matière de redevabilité des industries extractives constitue une condition préalable pour que les pays riches en ressources naturelles puissent relever les défis fondamentaux, tels que le changement climatique et les inégalités, et améliorer la vie de millions de personnes aux quatre coins du monde.



Elisa Peter
Executive Director



Carlo Merla
Chair of PWYP's Board
of Trustees



Olena Pavlenko
Chair of PWYP's
Global Council

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS

1.1. Notre objectif

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) est un mouvement mondial d'organisations unies issu de la société civile dans leur appel en faveur d'une industrie extractive ouverte et responsable. Nous sommes un organisme de bienfaisance enregistré (numéro : 1170959). Notre mission consiste à bâtir un mouvement mondial d'organisations de la société civile pour une gouvernance du pétrole, du gaz et des minéraux ouverte, responsable, durable, équitable et sensible à chacun.e.

En 2020, les activités de PCQVP étaient guidées par notre [plan opérationnel](#) afin de poser les bases de la mise en œuvre par le secrétariat des quatre principaux objectifs mondiaux de la Vision 2025. La Vision 2025 marque le début d'un chapitre passionnant pour PCQVP, car notre mouvement sera représenté dans 51 pays différents pour promouvoir un programme ambitieux visant à réformer la gouvernance du secteur de l'extraction, en commençant par la divulgation publique des contrats.

Les quatre objectifs mondiaux de la Vision 2025 définissent le rôle que PCQVP peut jouer en vue de favoriser l'avènement d'un secteur extractif ouvert, redevable, durable, équitable et réactif, avec des retombées positives pour tou.te.s les acteur.rice.s concerné.e.s. Ces objectifs sont les suivants :

INFORMÉ

Être informé, en défendant et en élargissant la transparence et les campagnes pour y inclure de nouveaux types de divulgation, par exemple sur les impacts environnementaux et sociaux de l'extraction.

INFLUENT

Être influent, en mettant la transparence en pratique pour éclairer et pour autonomiser les citoyen.ne.s, et pour influencer les actions des autorités et des entreprises.

ENTENDU

Être entendu, en stimulant la participation des citoyen.ne.s à la gouvernance de leurs ressources naturelles et aux décisions qui les concernent, en particulier les citoyen.ne.s issu.e.s de groupes marginalisés tels que les femmes et les communautés autochtones.

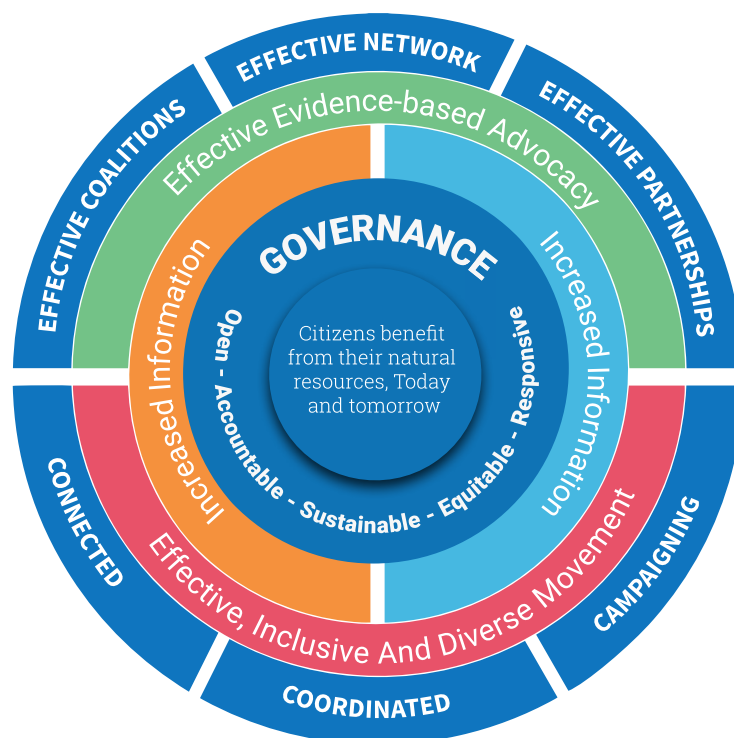
CONNECTÉ

Être connecté, en faisant de PCQVP une organisation aussi solide et inclusive que possible, qui travaille dans le cadre d'actions collectives et de partenariats avec d'autres mouvements et institutions du monde entier.

Le secrétariat travaillera avec les membres sur chacun de ces quatre objectifs mondiaux, en vue d'un plaidoyer plus percutant, davantage fondé sur des preuves visant l'établissement d'un mouvement mondial plus efficace, inclusif et divers.

Le secrétariat de PCQVP assume six fonctions étroitement liées soutenant deux objectifs primordiaux : favoriser un plaidoyer efficace et fondé sur des preuves, mené par un mouvement efficace et diversifié :

1. **Plaidoyer coordonné** : identifier, amplifier les demandes communes et soutenir les membres dans un plaidoyer conjoint au niveau régional ou mondial, aux moments opportuns.
2. **Campagnes** : travailler avec les membres de PCQVP au niveau national, régional et international pour identifier nos priorités et établir des plans de campagne mondiaux autour de priorités communes
3. **Plaidoyer connecté** : soutenir la recherche et le partage de connaissances entre les membres sur des priorités thématiques communes, et tirer parti de l'expertise des membres au profit de l'ensemble du réseau..
4. **Coalitions efficaces** : assurer le renforcement des capacités des membres, les soutenir, partager des informations et dispenser des formations, notamment sur la protection de l'espace civique..
5. **Réseau efficace** : soutenir nos organes de gouvernance dans le renforcement du mouvement mondial de PCQVP, et permettre un partage efficace des informations à travers le réseau..
6. **Partenariats efficaces** : établir et entretenir des relations, notamment avec les organismes donateurs, les institutions multilatérales et les groupes travaillant dans des domaines tels que les droits de la personne, l'égalité des femmes ou la justice fiscale.



Ces fonctions sont intégrées au plan opérationnel 2020-2022 du secrétariat, qui a été réalisé en étroite collaboration avec les membres et approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2019.

1.2. Nos objectifs de bienfaisance

Les objectifs de bienfaisance de PCQVP favorisent le développement durable dans l'intérêt du public grâce à :

- la promotion de normes éthiques de conduite et de conformité à la loi par les secteurs gouvernementaux, industriels, bénévoles et les organisations professionnelles dans le cadre d'initiatives nationales et internationales relatives à l'industrie extractive, notamment l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ;
- la prévention ou le soulagement de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie dans des milieux socialement et économiquement défavorisés touchés par

l'extraction et la fourniture de ressources naturelles ;

- la progression de l'éducation et de la recherche sur l'extraction et l'approvisionnement des ressources naturelles et leurs chaînes de valeur, ainsi que la publication et la diffusion des résultats pertinents provenant de ces enquêtes et recherches menées auprès du public.

Un développement durable signifie un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins ».

Ce rapport expose en détail nos activités, que nous avons menées conformément à nos objectifs de bienfaisance. Les administrateurs sont dès lors persuadés que l'organisation PCQVP s'est conformée à l'obligation en vertu de l'article 17 de la loi sur



South Africa

Credit: Mark Olalde/#MineAlert. South Africa

les organismes de bienfaisance de 2011, qui exige de respecter les recommandations en matière d'intérêt public publiées par la Charity Commission.

Les administrateur.rice.s confirment qu'ils. elles se sont référé.e.s aux recommandations générales de la Charity Commission lors de l'examen des buts et objectifs, ainsi que de l'organisation et de la planification des activités futures.

PCQVP réalise ses objectifs de bienfaisance :

- en s'impliquant auprès de gouvernements et de sociétés à travers des acteur.rice.s multipartites de l'ITIE pour élaborer une norme efficace et soutenir la participation
- des organisations de la société civile à l'initiative ;
- en promouvant l'utilisation et l'analyse des données provenant de l'ITIE et des initiatives de divulgation obligatoire pour instaurer une gouvernance adaptée dans le secteur de l'extraction ;
- en commanditant des études au sujet de l'extraction des ressources naturelles et des chaînes de valeur, ainsi qu'en publiant et diffusant les résultats les plus intéressants de ces enquêtes auprès du grand public ;
- en soutenant les organisations de la société civile, en particulier celles qui s'occupent de la promotion des droits de la personne.



ANTICIPER L'AVENIR : ADAPTATION À LA COVID-19

Le monde a été bouleversé d'une manière sans précédent en raison de la pandémie de Covid-19. Les crises humanitaires, économiques, financières et politiques qui ont suivi ont gravement touché les personnes les plus vulnérables de nos sociétés. Dans le même temps, de nombreux gouvernements ont riposté en adoptant des mesures autoritaires qui ont fortement réduit la participation et le contrôle civiques.

Les limitations découlant de la pandémie ont eu un impact significatif sur notre capacité à réaliser les plans prévus pour 2020 dans l'ensemble du mouvement PCQVP. Des réunions, des séances de formation, des ateliers, des événements et des activités de programme ont été organisés en ligne ou reportés. La pandémie a également exacerbé les problèmes socio-économiques existants dans nos régions de projet, réduisant à nouveau la capacité de notre réseau à mener les activités prévues, en particulier pour les membres sur le terrain travaillant auprès de communautés éloignées.

Une adaptation rapide

Le mouvement PCQVP s'est acclimaté rapidement, en opérant une transition vers un environnement de travail largement virtuel, ainsi qu'en créant une page Web contenant des liens vers diverses ressources provenant de membres de PCQVP sur leurs réponses à la crise, et son impact sur leur travail. Nous avons mis en place un groupe de travail bénévole dédié à la Covid-19, qui prend régulièrement contact avec le personnel et lui apporte son soutien pour gérer les changements de nos environnements de travail.

Nous avons trouvé des moyens novateurs pour étendre notre réseau et faire progresser notre programme de plaidoyer, qui nous permettront de mettre en œuvre notre stratégie. Grâce à des plateformes en ligne, des webinaires, des vidéos, des outils de formation numériques et des témoignages d'impact, nous avons rassemblé des membres du monde entier, en veillant à assurer l'interconnexion du réseau à des fins d'entraide.


Pour assurer la pertinence de notre réponse stratégique à la Covid-19, le Conseil mondial de PCQVP s'est réuni (en ligne) et a également consulté les membres de PCQVP plus fréquemment au cours de l'année 2020, de sorte que nos actions font écho aux voix de ces derniers et reflètent les perspectives de l'ensemble du réseau. Au milieu des risques et des incertitudes, nous avons cherché des opportunités : la pandémie présente l'occasion unique d'encourager la diversification économique et une transition équitable vers une économie décarbonée au cours des prochaines années.

Mise à l'épreuve de notre stratégie quinquennale

Ces adaptations ont permis de préserver l'efficacité et la connexion du réseau, mais plus l'année avançait, plus nous pensions qu'il était important de veiller à ce que la stratégie, élaborée avant la Covid-19, réponde toujours aux objectifs. Pour étudier les potentielles implications à l'égard de notre travail et l'optimisation de notre efficacité, le secrétariat a organisé deux webinaires en octobre, rassemblant 40 participants de divers horizons provenant d'une trentaine de pays. Ensemble, nous avons [utilisé un outil créé par Deloitte](#), qui présente quatre scénarios possibles des suites de la pandémie pour mettre à l'épreuve notre stratégie mondiale Vision 2025.

Les conclusions de l'analyse de ces scénarios indiquent que la Vision 2025 reste pertinente dans le contexte de la pandémie, mais des domaines clés à aborder tout au long de notre progression ont été identifiés. Par exemple, il convient de mieux étudier les moyens de lutter contre les tendances négatives qui gagnent plus rapidement du terrain en raison de la Covid-19, comme les inégalités croissantes et la perte d'influence des cadres mondiaux ; d'adapter notre plaidoyer, compte tenu du déclin du pouvoir des gouvernements ; de nouer une collaboration plus étroite avec les entreprises, les financiers, les investisseurs, ainsi que d'accroître notre influence en Asie et de réaliser notre objectif consistant à assurer une transition juste et équitable vers les énergies renouvelables.

Nous avons intégré ces conclusions à la planification opérationnelle de PCQVP pour 2021 et les années à venir. Nous continuerons de veiller à ce que les voix de nos membres et des communautés auprès desquelles ils/elles travaillent soient entendues afin d'atteindre les objectifs de la Vision 2025 et placer les personnes au cœur de notre programme de changement mondial.



**UN PLAIDOYER PERCUTANT
RÉALISÉ MENÉ MOUVEMENT
EFFICACE : ACTIVITÉS DE
PCQVP EN 2020**

3.1. Plaidoyer coordonné

Principaux accomplissements :

Contribution à un examen approfondi du processus de validation de l'ITIE, aboutissant à l'adoption d'un modèle de validation révisé, préservant ainsi le Protocole relatif à la participation de la société civile.

Soutien régulier aux membres du Conseil d'administration de l'ITIE issu.e.s de la société civile sur des domaines politiques clés, par le biais d'appels de coordination mensuels et de séances stratégiques préalables aux réunions du Conseil d'administration.

Augmentation du financement pour le projet pilote sur l'égalité des sexes en Afrique de l'Ouest grâce à l'évaluation des enseignements de ces activités et extension de ce travail à l'Ukraine et au Kirghizstan.

Coordination des partenaires de la société civile pour élaborer 18 réformes politiques en matière d'égalité des sexes pour présentation au Forum sur l'égalité des générations d'ONU Femmes.

Utilisation de la stratégie sur l'espace civique pour garantir la liberté et la sécurité des militant.e.s emprisonné.e.s ou menacé.e.s au Niger et en République du Congo.

Incitation de Total visant à s'engager à la reprise du dialogue avec le gouvernement du Kazakhstan sur la publication des conditions des contrats fiscaux, d'après l'analyse des données extractives réalisée par PCQVP.

Renforcement de l'ITIE

La pandémie de coronavirus a grandement affecté nos partenaires et nos parties prenantes, y compris le secrétariat international de l'ITIE. Les réunions du Conseil d'administration de l'ITIE se sont déroulées en ligne et l'attention des membres du Conseil s'est concentrée sur les défis à relever concernant la mise en œuvre de l'ITIE dans le contexte de la Covid.

Début 2020, plusieurs membres de PCQVP et le secrétariat international de PCQVP ont participé à une réunion de la Chatham House sur le rôle de l'ITIE en vue de soutenir une transition énergétique équitable. Cette réunion a alimenté le premier débat du Conseil d'administration de l'ITIE. Faire en sorte que le Conseil d'administration de l'ITIE accepte d'intégrer la transition énergétique à la mission de l'ITIE, et de soutenir les pays dans un débat informé sur les opportunités et les risques qu'implique la transition a représenté un pas en avant pour notre mouvement.

Notre plaidoyer conjoint a contribué à susciter un examen approfondi du processus de validation de l'ITIE (à partir de décembre 2019). Après des mois de consultations au sein de la société civile et d'intenses négociations avec les collègues de l'ITIE, des gouvernements et des entreprises, le processus a abouti à l'adoption d'un modèle de validation révisé fin 2020. Le nouveau modèle préserve le Protocole de la société civile de l'ITIE, exige une description du contexte de l'espace civique dans les rapports de validation de l'ITIE, et appelle à une consultation publique et à l'implication d'expert.e.s externes dans la validation, notamment en cas d'inquiétude sur la capacité des citoyen.ne.s à participer librement aux processus ITIE nationaux. En collaboration avec l'International Centre for Not-for-Profit Law,

PCQVP a élaboré le tout premier cadre servant à guider la validation du Protocole relatif à la participation de la société civile. Bien qu'il n'ait pas été inclus dans les documents finaux de l'ITIE, le cadre a grandement inspiré le guide de validation de l'ITIE. Le rétrécissement de l'espace civique constituant un défi opérationnel majeur pour les membres de PCQVP et les communautés avec lesquelles ils.elles travaillent, cette avancée est bienvenue.

Nous continuons à travailler en étroite collaboration avec le personnel du secrétariat de l'ITIE au niveau national et à étudier les moyens, au sein du réseau PCQVP, d'utiliser les espaces virtuels pour influencer les membres du Conseil d'administration de l'ITIE. En tant que point focal officiel de la société civile, le secrétariat international de PCQVP a soutenu les membres du Conseil de l'ITIE issu.e.s de la société civile sur les politiques et processus clés, avec des appels de coordination mensuels et des séances stratégiques préalables aux réunions du Conseil d'administration.

Égalité des sexes et droits des femmes

Nous avons commencé l'année par une évaluation des enseignements de notre projet pilote visant la progression de l'égalité des sexes et des droits des femmes grâce à l'ITIE, en réunissant les points focaux de la coalition de chacun des pays pilotes (Sénégal, Guinée et Burkina Faso). Le groupe s'est appuyé sur les leçons tirées des phases de recherche et de renforcement des capacités du projet pour réfléchir aux objectifs futurs en matière de recherche et de plaidoyer.

Cette réunion nous a permis d'obtenir le renouvellement et l'augmentation du financement de ce travail, et de l'étendre à l'Ukraine et au Kirghizstan. En raison de la pandémie de coronavirus, nous avons organisé des réunions virtuelles de lancement de la nouvelle phase de travail avec nos partenaires de coalition en Afrique de l'Ouest et en Eurasie, et avons créé et dispensé des séances de

formation en ligne en octobre 2020 (en russe et en français) sur la note d'orientation standard de la norme de l'ITIE concernant la mise en œuvre des dispositions relatives à l'égalité des sexes. Les coalitions de PCQVP au Burkina Faso, en Guinée, au Sénégal, au Kirghizstan et en Ukraine ont commencé à élaborer des propositions de projets nationaux, pour une mise en œuvre en 2021 et 2022.

Au Ghana et au Nigeria, PCQVP collabore avec Gender at Work (G@W) afin de mettre en œuvre un processus d'apprentissage sur l'action en matière d'égalité entre les sexes (GAL). Pendant la phase de démarrage, G@W travaille avec les organisations membres de PCQVP participantes pour définir les questions à aborder et adapter le processus GAL aux contextes nationaux spécifiques des militant.e.s. En raison de la pandémie, G@W révisé le processus pour qu'il se réalise entièrement en ligne, et nous travaillons avec nos partenaires au Ghana et au Nigeria pour garantir leur adhésion et relever les défis logistiques. Le processus GAL sera approuvé avant sa mise en œuvre au cours du premier semestre 2021.

Un rôle de premier plan dans le dialogue sur la justice de genre des milieux extractifs

Nous poursuivons notre collaboration avec les organisations de défense en matière d'égalité des sexes et des droits des femmes par le biais de notre groupe de travail sur la justice de genre et les industries extractives (composé de PCQVP, Oxfam, le Natural Resource Governance Institute (NRGI), le World Resources Institute, Development Gateway et FEMNET). Le groupe de travail a coordonné la formulation de 18 réformes politiques pour influencer le Forum Génération Égalité d'ONU Femmes, soulignant les dimensions sexospécifiques de la gouvernance extractive dans le contexte de la Covid-19 et de la crise climatique, et incluant des actions concrètes pour que les gouvernements avancent en matière d'égalité des sexes de 2021 à 2025.

En nous appuyant sur le travail réalisé à ce jour en matière d'égalité des sexes, nous contribuons avec nos membres et partenaires en Afrique de l'Ouest à l'élaboration de la Charte de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur l'intégration de la dimension de genre dans le secteur géo-extractif. L'organisation représentant PCQVP au Burkina Faso, AFEMIB, dirige la rédaction de la charte, et PCQVP travaille avec ses partenaires Oxfam Afrique de l'Ouest et WACSOF pour mettre en place une large consultation de la société civile pendant cette étape.

Défense de l'espace civique

Sur la base des consultations menées dans l'ensemble du réseau PCQVP en 2019, nous avons finalisé notre première stratégie mondiale en matière d'espace civique, visant à prévenir la fermeture de l'espace civique autour de l'extraction, à protéger les organisations de la société civile et les militant.e.s victimes de menaces ou d'abus, ainsi qu'à mener des actions de plaidoyer pour satisfaire les besoins et les droits des personnes travaillant à la gouvernance des ressources naturelles. Nous

avons organisé des webinaires dans toutes les régions pour discuter de la stratégie et identifier les priorités de mise en œuvre, puis nous avons réalisé une ébauche de lignes directrices en vue de la coordination des interventions d'urgence au sein de la coalition. Un projet pilote en Afrique francophone est en cours d'élaboration pour perfectionner cet outil.

La stratégie a inspiré notre approche pour garantir la sécurité et la liberté des militant.e.s menacé.e.s ou emprisonné.e.s en République du Congo et au Niger. Nous avons également travaillé sur des stratégies de gestion des risques avec les coalitions dans ces pays et d'autres pays à haut risque en raison d'élections en 2020, et avons soutenu la formation en ligne sur les droits de la personne, l'espace civique et la sécurité physique et numérique pour les membres.

Promotion de la transparence et la bonne gouvernance dans le cadre de la transition énergétique

L'accélération de la transition énergétique vers une économie décarbonée renforce le message

PWYP Ukraine

Credit: Ganna Kiyashchenko



central de notre stratégie Vision 2025 et insufflé un élan supplémentaire pour concrétiser notre vision d'un monde où les ressources naturelles profitent aux citoyen.ne.s et ne leur nuisent pas. Une enquête menée auprès des membres à la mi-2020 a révélé un désir de voir PCQVP utiliser sa position pour faire en sorte que la transition énergétique soit centrée sur les personnes et que les personnes historiquement marginalisées soient entendues. Le Conseil mondial de PCQVP [a écrit au Conseil international de l'ITIE](#) en octobre 2020 pour souligner l'importance de la transition énergétique afin d'assurer une reprise post-pandémique résiliente, de lutter contre le changement climatique et de veiller au développement durable. Mais si les gouvernements, les entreprises et la société civile ne parviennent pas à gérer le processus, la transition énergétique risque d'être inadéquate et injuste. La lettre appelle à la progression urgente des divulgations de l'ITIE concernant le risque climatique, et demande à l'ITIE d'examiner sa contribution afin de garantir la transparence de la transition énergétique

Plaidoyer auprès de l'UE

Au début de l'année 2020, nous avons identifié la directive sur la publication d'informations non financières comme une opportunité pour PCQVP de faire avancer nos priorités de plaidoyer, notamment la divulgation des risques et des impacts liés au climat de la part des entreprises, ainsi que des accords qu'elles concluent avec les gouvernements des pays riches en ressources (transparence des contrats). Les membres européen.ne.s de PCQVP ont coordonné une soumission à la consultation de la Commission européenne à ce sujet en juin 2020, puis l'organisation PCQVP a été invitée à rejoindre l'Alliance for Corporate Transparency. Nous travaillons maintenant au sein de l'alliance pour plaider en faveur d'exigences de divulgation spécifiques au secteur pour les entreprises extractives visées par la directive.

Plaidoyer en faveur des divulgations obligatoires au niveau mondial

Les coalitions et les membres de PCQVP en Australie, au Canada, en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis ont poursuivi leur travail consistant à faire pression en faveur de divulgations obligatoires ou à veiller au respect des engagements en la matière, en promouvant une norme mondiale de déclaration des paiements pour les entreprises extractives, afin que les données sur les paiements puissent être utilisées pour demander des comptes aux entreprises et aux gouvernements. PCQVP États-Unis a collaboré avec des coalitions nationales et des partenaires de notre réseau mondial afin de rassembler des soumissions au sujet de l'instauration d'une règle de mise en œuvre stricte par la Securities and Exchange Commission (SEC) de la section 1504 de la loi Dodd-Frank sur les divulgations obligatoires. Cette action a permis de soumettre 86 propositions à la SEC, dépassant ainsi nos objectifs. Cependant, l'administration américaine sortante a adopté une règle faible, permettant la poursuite des pratiques secrètes au sein de l'industrie extractive. Au Royaume-Uni, PCQVP a profité d'un conseil juridique à titre bénévole sur les amendements post-Brexit à la réglementation sur la divulgation, sans identifier de changement important à la méthode de déclaration des entreprises extractives en vertu du droit britannique.

Renforcement du contrôle de la société civile en Irak, au Kenya et au Liban

En 2020, nous avons lancé un projet de trois ans visant à renforcer les acteur.rice.s de la surveillance en Irak, au Kenya et au Liban. En raison de la pandémie et des troubles politiques dans les pays du projet, les partenaires ont tenu des réunions de lancement virtuelles et ont mené des activités de manière innovante. La recherche sur l'égalité des sexes et la jeunesse dans le secteur pétrolier et gazier du Liban a été menée à bien, malgré le retard du lancement

initialement prévu au Parlement libanais en raison de la Covid-19. Lors d'une étape clé, le projet a contribué à la création de PCQVP Liban, la Coalition for Energy Governance. Plus tard en 2020, les restrictions de déplacements étant moins strictes, les partenaires du projet irakien ont organisé avec succès des activités communautaires sur la participation des jeunes, la participation équilibrée entre les sexes et la diversité. En raison des restrictions liées à la Covid-19 au Kenya, le renforcement des capacités communautaires, une campagne sur la transparence des contrats et un forum pétrolier de la société civile ont été reportés à 2021.

Utilisation des données

PCQVP Royaume-Uni a favorisé la progression de trois collaborations fondées sur des données avec des membres de PCQVP au Brésil, au Kazakhstan et au Nigeria. Tous ces projets impliquent des analyses conjointes des données relatives aux paiements des entreprises téléchargées à partir de la plateforme en ligne du NRGI, [ResourceProjects.org](https://www.resourceprojects.org), et d'autres sources, telles que les rapports de l'EITI. Au Kazakhstan, PCQVP a publié [des recherches conjointes](#) menées avec des partenaires sur deux grands champs pétroliers et gaziers, dont l'un impliquant Total, révélant qu'il s'agissait de projets très coûteux présentant peu d'avantages publics. La société Total s'est ensuite engagée à reprendre le dialogue avec le gouvernement sur la publication des conditions de son contrat fiscal. Les recherches menées au Brésil et au Nigeria seront publiées à la mi-2021. Cette collaboration a, en partie, conduit Policy Alert, membre de PCQVP Nigeria, à nommer PCQVP Royaume-Uni [Outstanding Civil Society Partner 2019](#).

Veiller à ce que les revenus extractifs profitent aux communautés Pour un partage équitable des bénéfices de l'extraction

Les membres de PCQVP ont poursuivi leur travail pour s'assurer que les bénéfices de

l'extraction profitent à chacun.e, en particulier aux communautés touchées. Pour soutenir le plaidoyer mondial du mouvement, nous avons organisé une réunion virtuelle sur le partage des bénéfices dans le secteur minier et les obstacles à cette pratique, à laquelle ont participé des membres de PCQVP et des bénéficiaires de la Ford Foundation. Nous avons également organisé un webinaire de renforcement des capacités sur les techniques de plaidoyer visant l'amélioration du partage des revenus.

Promotion de la justice fiscale en Afrique orientale et australe

« Promouvoir une transparence fiscale équitable » est un projet consistant à examiner la justice fiscale, notamment en Afrique orientale et australe. Lancé en 2019, il vise à promouvoir la divulgation d'informations et l'analyse des recettes fiscales extractives, et à soutenir la société civile dans l'utilisation efficace des informations pour mener la réforme fiscale. Le projet est mis en œuvre avec les coalitions de PCQVP en Ouganda, en Tanzanie et au Mozambique, dont les recherches sur la transparence fiscale et l'égalité des sexes éclaireront les notes d'orientation, la sensibilisation des médias et le plaidoyer auprès des décideurs politiques nationaux et régionaux. L'engagement communautaire autour de la participation à la prise de décision, notamment au sujet de l'égalité des sexes, a été perturbé par la Covid-19 et aura lieu en 2021.

Amplification de la voix des communautés du secteur minier africain

En février 2020, près de 30 membres de PCQVP ont participé au rassemblement Alternative Mining Indaba (AMI), créé pour promouvoir les voix des communautés touchées dans l'avenir de l'exploitation minière en Afrique. L'AMI, qui avait pour thème la promotion de la participation des citoyens pour exiger des réformes juridiques et la redevabilité dans le secteur minier, a réuni près de 200 délégués au Cap, en Afrique du Sud. PCQVP a co-organisé une séance de travail sur l'optimisation des

revenus miniers par le biais de systèmes fiscaux efficaces. Les délégué.e.s ont présenté [la déclaration 2020 de l'AMI](#) aux représentant.e.s

des gouvernements et des entreprises participant à l'African Mining Indaba.



3.2. Campagnes

Principaux accomplissements :

Lancement de #DiscloseTheDeal, la nouvelle campagne mondiale de PCQVP visant la publication de l'ensemble des contrats du secteur extractif.

En se fondant sur le succès de la campagne mondiale menée depuis 15 ans par PCQVP en faveur de la divulgation des paiements des entreprises aux gouvernements, et d'une décennie de campagne pour faire de la transparence des contrats une norme mondiale, le secrétariat a travaillé avec les membres de PCQVP pour identifier et lancer une nouvelle campagne mondiale en vue de la publication de tous les contrats du secteur extractif dans leur intégralité. Notre campagne #DiscloseTheDeal a été lancée sur des canaux numériques en décembre à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption, en coordination avec la semaine de sensibilisation de l'ITIE à ses nouvelles exigences en matière de transparence des contrats, une étape

essentielle pour garantir aux citoyen.ne.s un partage équitable des richesses des ressources naturelles. Accompagnée d'un [site Web dédié](#) en anglais et en français, la campagne constitue un élément important de notre stratégie Vision 2025, démontrant l'importance que nous accordons à l'impact et à l'influence.

Avant le lancement, nous avons organisé des appels de coordination avec les coalitions de PCQVP en Indonésie, en Irak et en Ukraine, et organisé des séances spéciales portant sur la campagne lors des réunions régionales Asie-Pacifique et Eurasie. Les expert.e.s de PCQVP Ukraine, Mozambique et États-Unis ont fait la promotion de la campagne #DiscloseTheDeal à l'occasion de la Conférence internationale contre la corruption en décembre, en collaborant à l'avance avec le secrétariat pour élaborer des messages spécifiques. La campagne privilégie une approche collective, les membres s'unissant pour amplifier la voix du mouvement PCQVP et la rendre plus puissante que la somme de ses parties.

3.3. Plaidoyer connecté

Principaux accomplissements :

Utilisation de webinaires, de blogs, de réseaux sociaux et de réunions virtuelles pour maintenir un engagement dynamique des membres et le partage des connaissances, malgré la Covid-19.

Collaboration avec les membres pour documenter huit histoires d'impact percutantes sur les problèmes rencontrés par de nombreuses coalitions dans le monde, afin de servir d'outils d'apprentissage précieux pour d'autres coalitions.

Organisation d'un large éventail de webinaires, notamment sur la transition énergétique, le partage des bénéfices et les outils de plaidoyer liés à la Covid-19, ainsi qu'à la dépendance au pétrole.

Publication d'articles de blogs passionnants sur des sujets tels que les menaces de l'espace civique pour les militant.e.s de PCQVP et les implications de la pandémie pour notre travail.

Renforcement des connaissances par la recherche, notamment sur la justice fiscale, la mise en œuvre de la Vision minière africaine, et la jeunesse et l'égalité des sexes au Liban.

Promotion du partage des connaissances entre les membres de PCQVP Création de produits d'apprentissage innovants

Grâce à l'utilisation de plateformes en ligne, de webinaires, de vidéos, d'outils de formation numériques et d'histoires d'impact, nous avons permis aux membres de rester connecté.e.s pendant la crise de Covid-19, tout en étudiant les moyens de pallier la fracture numérique. Le secrétariat a soutenu le développement d'une série de produits d'apprentissage qui rendent compte des expériences de plaidoyer des coalitions, et les a partagés par le biais des réseaux sociaux, de notre site Web, de réunions régionales et de coordination, et de webinaires thématiques concernant l'ensemble du réseau. Deux webinaires ont notamment permis de discuter des principales conclusions de la recherche sur la collaboration en matière de données entre PCQVP Royaume-Uni et PCQVP Kazakhstan, tandis qu'un autre portait sur les outils de plaidoyer relatifs à la Covid-19 et à la dépendance au pétrole, organisés avec les coalitions de PCQVP aux États-Unis, en Irak, en Ouganda et au Kazakhstan, et OpenOil. Nous avons également organisé des webinaires pour les membres et partenaires de PCQVP d'Afrique francophone sur la transition énergétique, le partage des bénéfices et les impacts de la Covid-19 sur la gouvernance des ressources naturelles (en collaboration avec Afrique Mine Développement). Grâce aux webinaires et aux blogs qui les accompagnaient (sur les menaces à l'encontre des militant.e.s de PCQVP, les implications de la Covid-19, ainsi que la dépendance au pétrole), les membres de PCQVP ont continué à apprendre et à partager des connaissances sur des questions clés, sans se rencontrer en personne.

Documentation des récits d'impact percutants des membres

Le secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec les coalitions nationales pour documenter huit récits de changement inspirants, dont trois portent sur l'égalité des sexes et trois autres sur le partage équitable des bénéfices de l'extraction avec les communautés. Quatre histoires supplémentaires ont été documentées à des fins de publications en 2021. De l'arrêt de l'exploitation minière de l'uranium au Kirghizstan au renforcement de la surveillance publique des accords pétroliers et gaziers au Liban, ces histoires démontrent l'impact des membres de PCQVP dans le monde entier.

Soutien au partage de connaissances entre les membres

En Eurasie, PCQVP a lancé « Coalitions Talk », une série de webinaires organisés par et pour les coalitions de PCQVP afin de partager les connaissances et d'identifier les opportunités de plaidoyer commun. Parmi les sujets abordés figurent la transparence et la reddition de comptes au niveau local, ainsi que l'écologisation des industries extractives.

En tant que co-organisateur de la Conférence panafricaine 2020 sur la fiscalité et les flux financiers illicites, PCQVP a planifié une réunion virtuelle en novembre, sur le thème « Les actions que les pays riches en ressources doivent entreprendre pour conclure un accord avantageux ». Un groupe d'expert.e.s du NRG1, ActionAid et PCQVP Mozambique et Tanzanie a discuté de la fiscalité et des politiques fiscales pour optimiser les revenus post Covid-19.

Des recherches pour informer le plaidoyer

Nous avons demandé à un consultant d'analyser le travail effectué au cours de la dernière décennie par les coalitions de PCQVP en Afrique pour faire avancer la mise en œuvre de la Vision minière africaine (VMA), et d'identifier les principales demandes politiques. Le rapport a révélé que l'adoption de la VMA demeure fragile. Il a notamment été recommandé que les coalitions PCQVP en Afrique définissent une stratégie plus précise afin de mieux intégrer la vision dans les réglementations et pratiques nationales et régionales.

Nous avons également publié des recherches sur les jeunes et l'égalité des sexes au Liban, ainsi que sur la transparence, la participation et la reddition des comptes au Kazakhstan. Les travaux en cours comprennent des recherches sur l'égalité des sexes et la transparence fiscale en Afrique de l'Est (voir p.11).

3.4. Coalitions efficaces

Principaux accomplissements :

Adaptation à la pandémie de Covid-19 en augmentant considérablement les subventions secondaires octroyées aux coalitions nationales.

Diversification des membres des coalitions de PCQVP au Burkina Faso, en Guinée, en Irak, au Liban et au Sénégal, avec des organisations climatiques, juridiques, des droits de la personne, des médias, des universitaires, des femmes et des jeunes. Welcoming new PWYP coalitions in India, Lebanon and South Sudan.

Accueil de nouvelles coalitions PCQVP en Inde, au Liban et au Soudan du Sud.

Organisation de séances de renforcement des capacités auprès de 14 coalitions : huit coalitions ont suivi des séances sur le partage des bénéfices, trois coalitions ont été formées à l'égalité des sexes, puis trois autres sur la justice fiscale, une formation sur l'espace civique est prévue pour 2021.

Établissement de coalitions nouvelles et plus diversifiées

Le secrétariat a travaillé avec des coalitions nationales avec lesquelles nous avons conjointement collecté des fonds afin d'accroître leur inclusion de groupes marginalisés, leur diversité, leurs compétences techniques et stratégiques, ainsi que leur résistance aux menaces pesant sur l'espace civique. Les coalitions du Burkina Faso, de la Guinée et du Sénégal ont accueilli des organisations de femmes et de jeunes, ainsi que des représentant.e.s des médias, tandis qu'en Irak et au Liban, les coalitions ont rassemblé des organisations environnementales, juridiques, de droits de la personne, universitaires, de femmes et de jeunes, et ont amélioré la représentation géographique. En 2020, nous avons accueilli trois nouvelles coalitions au sein du mouvement mondial, en Inde, au Liban et au Soudan du Sud.

Soutien à la durabilité des membres Subventions visant à réaffecter le budget et à soutenir les membres

Face à la pandémie de Covid-19, le secrétariat de PCQVP a répondu aux besoins urgents



PWYP Global

Credit: PWYP Global Assembly 2019

des coalitions en octroyant des subventions secondaires aux membres. Les réunions régionales de PCQVP se déroulant en ligne, tout comme les événements externes essentiels, une partie importante de nos fonds d'usage non restreint a été affectée à d'autres fins. Nous avons évalué l'impact de la pandémie sur les coalitions de PCQVP et avons constaté qu'en réorientant les fonds de base vers les membres, nous pouvions soutenir certains de leurs besoins institutionnels ou de plaidoyer immédiats. En réponse à cette situation, nous avons accordé 28 subventions secondaires d'usage non restreint (13 subventions étaient prévues dans notre budget initial pour 2020), augmentant ainsi considérablement le volume de nos subventions secondaires d'usage non restreint pour 2020 par rapport à nos plans d'avant la pandémie.

Soutien aux activités de collecte de fonds des membres

Grâce à un soutien régional, les coalitions de PCQVP au Sénégal et en Guinée ont obtenu des fonds de la part d'Oxfam, tandis que quatre petites subventions de recherche ont été attribuées à des membres de PCQVP au

Kazakhstan, au Kirghizstan et en Ukraine à la suite d'une planification conjointe avec le NRG1. La recherche se concentre sur l'utilisation des données relatives aux paiements de l'industrie extractive afin d'élaborer des recommandations politiques. La Westminster Foundation for Democracy a directement financé l'organisation Notre Dame University Society, membre de PCQVP Liban, pour effectuer une recherche sur l'égalité des sexes et la jeunesse dans le secteur pétrolier et gazier du pays.

Renforcement des capacités des membres

Le secrétariat a encouragé les initiatives au sein du réseau PCQVP, en demandant aux coalitions de diriger des webinaires, des réunions régionales et des groupes de travail, et a également reconnu que les répercussions régionales liées à la Covid-19 nécessitent davantage d'initiatives locales en réponse. Nous avons organisé des séances de renforcement des capacités auprès de 14 coalitions : huit coalitions ont suivi des séances sur le partage des bénéfices, trois coalitions ont été formées à l'égalité des sexes, puis trois autres à la justice fiscale.



PWYP Zimbabwe
Credit: Cosmas Sunguro

3.5. Réseau efficace

Principaux accomplissements :

Organisation fructueuse de réunions régionales en ligne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), en Eurasie et en Asie-Pacifique, au lieu de réunions en personne en raison de la Covid-19.

Révision de la Charte pour l'Afrique de PCQVP après une vaste consultation des membres, à propos d'un nouveau règlement visant une représentation équilibrée entre les sexes au sein du Comité de pilotage pour l'Afrique.

Préparation de la conférence Afrique de PCQVP, qui se tiendra en ligne en mars 2021.

Le secrétariat a continué de soutenir les dirigeant.e.s du réseau, en particulier le Conseil mondial et le Comité de pilotage pour l'Afrique, ainsi que des représentant.e.s du Conseil d'administration de l'ITIE issu.e.s de la société civile, afin d'amplifier la voix collective des membres et de mettre en avant un mouvement PCQVP fort et cohérent. Les régions ont identifié leurs priorités en matière de plaidoyer, ce qui constitue la première étape pour faire avancer les programmes en matière d'espace civique régional.

Examen des priorités thématiques lors des réunions régionales en ligne

Les priorités en matière d'espace civique ont été discutées lors des réunions régionales de PCQVP en 2020, dans les régions MENA, Eurasie, Asie-Pacifique, Afrique de l'Est et en

Afrique australe. Les participant.e.s d'Eurasie ont discuté de l'utilisation du Protocole relatif à la participation de la société civile de l'ITIE pour protéger l'espace civique, et de la lutte contre les législations nationales restrictives, tandis que les membres d'Asie-Pacifique ont étudié la possibilité de tirer parti des mécanismes externes pour soutenir les militant.e.s de PCQVP, ainsi que la liberté d'expression. Les autres priorités comprennent la transition énergétique et la transparence des contrats au sein de la région MENA, l'impact environnemental lié à l'extraction en Eurasie, et la participation des membres d'Asie-Pacifique à notre campagne mondiale en vue de la transparence des contrats.

Mise à jour de la Charte pour l'Afrique de PCQVP

Le Comité de Pilotage pour l'Afrique de PCQVP (CPA) a procédé à l'examen triennal du document directeur des coalitions sur le continent, la Charte pour l'Afrique de PCQVP. Le CPA a consulté les membres sur les domaines prioritaires clés, notamment la représentation des sexes et le rôle des membres de la société civile au sein du comité. Le projet révisé a été présenté aux membres lors d'un webinar en vue de recueillir leurs commentaires. Une grande majorité a approuvé la proposition visant à institutionnaliser l'équilibre entre les sexes au sein du CPA, et a convenu que les membres du conseil d'administration de l'ITIE issu.e.s de la société civile actuellement en place termineront leur mandat. La révision de la Charte pour l'Afrique sera publiée en anglais et en français à des fins d'adoption en 2021 lors de la conférence Afrique de PCQVP, reportée en 2020 en raison de la Covid-19.

3.6. Partenariats efficaces

Principaux accomplissements :

Collaboration étroite avec des partenaires clés pour mettre à l'épreuve la stratégie Vision 2025 face aux scénarios futurs possibles découlant de l'épidémie de Covid-19.

Consolidation des relations avec des OSC telles que Tax Justice Network Afrique, l'organisation panafricaine de femmes FEMNET et l'organisation de défense des droits humains AEDH.

Organisation d'une séance à l'occasion du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme et de la femme, afin de discuter de la responsabilité des entreprises en matière de protection des droits de la personne.

Collaboration avec l'International Council on Mining and Metals visant à planifier une réunion en ligne sur la manière dont les entreprises et la société civile peuvent atténuer les effets négatifs des industries extractives sur les communautés.

Partenariat avec les principaux organismes de donation

Nous avons travaillé en étroite collaboration avec des partenaires clés pour mettre à l'épreuve notre stratégie Vision 2025 dans le contexte de la Covid-19. Leur participation à cet exercice s'est avérée importante, ce qui leur a permis de tirer des enseignements pour éclairer leurs stratégies d'octroi de subventions. PCQVP a la chance de compter sur des bailleur.se.s de fonds qui comprennent l'importance de bâtir

un mouvement agile, capable de s'adapter aux crises. Grâce à cette collaboration en vue de mettre à l'épreuve notre stratégie, nous sommes en mesure de veiller à la durabilité et à l'efficacité de notre mouvement sur le long terme.

Consolidation des relations avec la société civile

Nous avons consolidé nos relations avec d'autres ONG et coalitions, notamment le groupe de défense des droits de la personne Tournons La Page, l'organisation panafricaine de femmes FEMNET et l'organisation de défense des droits humains AEDH. Nous avons également signé un protocole d'accord avec Tax Justice Network Afrique, à des fins de collaboration concernant des recherches, des actions de plaidoyer et des campagnes communes.

La directrice exécutive de PCQVP a rejoint le comité consultatif de l'International Centre for Not-for-Profit Law en 2020, afin de promouvoir la coopération stratégique sur la validation de l'ITIE et d'autres questions. Elle a également poursuivi son mandat au comité directeur du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), participant à la campagne « Open Response and Open Recovery » du PGO pendant la pandémie. Plus de 100 nouveaux plans d'action du PGO sont prévus en 2021 : les membres de PCQVP disposent d'occasions supplémentaires de plaider en faveur d'engagements transformateurs en matière de gouvernance des ressources naturelles.

Collaboration avec les entreprises et les organisations intergouvernementales

En raison d'autres priorités concernant l'espace civique, notamment le soutien aux membres victimes d'attaques, une stratégie planifiée visant à mobiliser les entreprises au sein de

l'espace civique n'a pas encore été élaborée. Cependant, avec des ONG alliées, PCQVP a organisé une séance en ligne dans le cadre du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme et de la femme en octobre, afin de discuter de la responsabilité des entreprises dans la protection des défenseur. se.s des droits humains. En novembre, nous avons organisé une réunion virtuelle avec l'International Council on Mining and Metals, au cours de laquelle les représentant.e.s de PCQVP

ont soulevé l'impact négatif de l'extraction sur les communautés et la manière dont les entreprises et la société civile peuvent résoudre ces problèmes.

Bien que la Covid-19 ait limité nos activités aux organisations intergouvernementales, PCQVP a soumis une proposition au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de la personne au sujet d'une consultation sur l'espace civique.



RENFORCEMENT DU SECRÉTARIAT POUR SOUTENIR LE MOUVEMENT

PCQVP a accueilli du personnel occupant de nouveaux rôles clés : une gestionnaire de la collecte de fonds, un responsable des communications et des campagnes stratégiques, une coordinatrice du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage (MEL) et une responsable des opérations. L'intégration d'un niveau de gestion au sein de l'organisation nous a permis de renforcer la capacité institutionnelle et de campagne de PCQVP, avec un impact direct sur le personnel du programme : par exemple, le soutien précieux de la coordinatrice MEL a permis de renforcer la capacité d'établissement de rapports dans notre projet de renforcement de la surveillance de la société civile au Liban, en Irak et au Kenya. Ces nouveaux rôles sont essentiels au fonctionnement du secrétariat alors que nous poursuivons notre adaptation aux répercussions de la Covid-19 dans la réalisation de notre stratégie Vision 2025.

Des recommandations initiales ont été formulées et l'élaboration d'une politique sur l'égalité des sexes constituera une priorité en 2021, avant son adoption lors de notre Assemblée mondiale de 2022.

En mars 2020, le secrétariat a réalisé la première enquête annuelle auprès des coordinateur.rice.s des coalitions nationales [afin d'évaluer l'impact du réseau et de suivre nos progrès](#) dans la mise en œuvre de la stratégie Vision 2025. L'enquête de référence a examiné les activités des coalitions au cours des 12 derniers mois, révélant l'ampleur de leurs accomplissements : du renforcement des lois sur l'exploitation minière au Malawi à la suspension de centrales hydroélectriques dévastateurs au Kosovo. Sur les 48 répondant.e.s, 32 d'entre eux.elles ont déclaré que leurs coalitions nationales avaient réalisé des progrès en matière de plaidoyer. [L'enquête](#) a également indiqué que si les coalitions de PCQVP font la promotion des droits des groupes marginalisés, leurs propres conseils de gouvernance doivent inclure davantage les femmes, les hommes étant deux fois plus nombreux que ces dernières. Nous avons publié un article de blog annonçant les résultats et distribué un briefing aux donateur.rice.s et aux partenaires. L'enquête sert de base de référence et aura à nouveau lieu au cours de la période stratégique 2020-2025, afin que nous puissions mesurer les progrès accomplis et adapter notre approche en conséquence.

Le secrétariat a également commencé à définir un nouveau cadre MEL début 2020. Au fur et à mesure de son évolution, ce cadre fournira une image plus complète et plus nuancée de l'impact et des progrès, permettant au secrétariat de PCQVP d'apprendre, de s'adapter et de gagner en efficacité.

En octobre, en étroite consultation avec le personnel, nous avons fermé le bureau de PCQVP à Londres, en réponse à la Covid-19. Nous réserverons des espaces de réunion à

l'occasion, l'occupation d'un espace de travail commun n'étant pas envisagée avant 2022. Cet ajustement est important, mais en tant qu'organisation décentralisée comptant du personnel dans sept pays, nous sommes habitué.e.s à collaborer en ligne, méthode à laquelle le personnel s'est rapidement adapté.

À la suite d'une évaluation des enseignements, nous avons mis à jour notre politique conjointe de collecte de fonds et de réaffectation des fonds, et l'avons partagée auprès des membres et des partenaires. Cette politique est disponible sur le site Web de PCQVP en cinq langues.

Nous avons organisé des réunions virtuelles du Conseil mondial sur des thèmes tels que la transparence des contrats, l'espace civique et la transition énergétique, ainsi que quatre réunions du Conseil d'administration et trois réunions du Comité de Pilotage pour l'Afrique qui se sont déroulées en ligne.

En 2020, le secrétariat de PCQVP a gagné un nouveau donateur, l'Agence norvégienne de coopération au développement (NORAD). Nous avons également obtenu une subvention BUILD de cinq ans de la Ford Foundation, présentant ainsi une occasion unique de renforcer nos fonctions essentielles. Par conséquent, nous pouvons mieux soutenir les coalitions nationales de PCQVP afin de réaliser les objectifs de la stratégie Vision 2025.



LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE 2020

Tout au long de l'année 2020, nous avons tiré des leçons essentielles pour renforcer notre mouvement, ainsi que notre impact :

- **Nous devons conserver l'agilité qui nous a permis de faire face à la pandémie, par exemple, en augmentant le montant de nos subventions de 110 % en réponse à la crise.**
- **Nous pouvons accomplir bien des choses par voie numérique, qu'il s'agisse des webinaires et des réunions du Conseil mondial voire des consultations à l'échelle du réseau, mais nous devons trouver des moyens de surmonter la fracture numérique et d'accroître la diversité et l'inclusivité des méthodes de travail virtuelles. Pour ce faire, nous devons réévaluer notre soutien aux coalitions afin qu'elles soient plus diversifiées et inclusives.**
- **Notre enquête auprès des coordinateur.rice.s nationaux.ales a dévoilé l'ensemble des réalisations des membres, mais a également souligné la nécessité d'augmenter le nombre de sièges dédiés à des femmes au sein des conseils d'administration des coalitions.**

- Le premier cadre stratégique pour l'espace civique élaboré par PCQVP s'est révélé précieux, alors que les membres ont fait l'objet d'attaque et ont été mis au défi à un degré sans précédent en 2020.
- Il est essentiel de nous tourner vers l'avenir, afin d'être bien placé.e.s pour profiter des opportunités cruciales comme l'accélération de la transition énergétique due à la pandémie.
- La contribution d'une coordinatrice en matière de MEL peut renforcer notre programme de travail et faciliter l'apprentissage institutionnel.
- Le fait de disposer d'une expertise dédiée aux campagnes au sein de notre équipe apporte une cohérence et une concentration essentielles à notre campagne mondiale pour la transparence des contrats, #DiscloseTheDeal.
- Il est nécessaire de continuer à élargir notre éventail de partenaires externes et de nouer des relations stratégiques avec des expert.e.s pour consolider notre influence.



PWYP Zimbabwe
Credit: Cosmas Sunguro

À L'HORIZON 2021

Le programme de travail 2021 du secrétariat de PCQVP est conçu pour établir un secteur extractif axé sur les personnes, ainsi que pour consolider la résilience et la durabilité de notre mouvement à des fins de préservation de notre efficacité dans un contexte d'instabilité mondiale. En 2021, nous continuerons de favoriser la collaboration entre les membres afin de réaliser les quatre objectifs mondiaux de la stratégie Vision 2025 : être mieux informé.e.s (accès aux données, aux contrats et aux paiements), plus influent.e.s (plaidoyer efficace et fondé sur des preuves), largement entendu.e.s (participation accrue) et bien connecté.e.s (mouvement mondial efficace et inclusif). Le programme de travail 2021 intègre également les conclusions de la mise à l'épreuve de notre stratégie.

1. Plaidoyer coordonné

En 2021, nous préparerons la Conférence mondiale de l'ITIE prévue en 2022, les membres de PCQVP formulant conjointement des demandes de réformes politiques à l'échelle du réseau dans des domaines tels que la divulgation des contrats, l'égalité des sexes, l'espace civique et la transition énergétique. Nous soutiendrons le leadership dans l'ensemble du réseau et étendrons les opportunités de plaidoyer pour favoriser une transition énergétique juste. En réponse aux restrictions croissantes, nous continuerons à soutenir les membres pour protéger l'espace civique, en promouvant la mise en œuvre continue de l'ITIE et la participation efficace de la société civile au processus de validation. Nous continuerons également à élaborer une réponse mondiale coordonnée aux attaques, menaces et intimidations contre les membres de notre réseau.

2. Campagnes

Grâce aux campagnes de plaidoyer mondiales désormais menées par le secrétariat, nous aiderons les membres de PCQVP à coordonner le plaidoyer dans le cadre de #DiscloseTheDeal, notre campagne de divulgation des contrats, en livrant une analyse politique au niveau mondial tout en pilotant les initiatives collectives de l'ensemble du réseau. Une pluralité d'options et d'outils de plaidoyer soutiendra un plaidoyer sur mesure au niveau national, en se fondant sur des arguments solides en faveur de réformes politiques et de gouvernance pour la divulgation exhaustive de l'ensemble des licences minières et des accords de production pétrolière. Nous élaborerons également la position mondiale PCQVP en matière de transition énergétique afin d'informer notre rôle dans la lutte contre la crise climatique.

3. Plaidoyer connecté

We will support members' knowledge exchange and engagement with mainstream and social media, developing powerful stories on contract transparency, feminist natural resource governance, civic space and tax justice. Our storytelling will stress the benefits of reform, making it relevant to the context, particularly Covid-19 and an equitable energy transition. We will support members' collaboration to advance a shared change agenda and learn from advocacy experiences on regional thematic priorities.

4. Coalitions efficaces

Nous renforcerons le mouvement PCQVP et la résilience en veillant à ce que les coalitions reçoivent un soutien financier et technique pour maintenir des opérations efficaces, en particulier celles se déroulant dans des espaces civiques à haut risque et dans des pays dépendant des combustibles fossiles ou des minéraux de transition. Nous commanderons également des recherches sur différents types de modèles de coalitions et d'indicateurs d'efficacité. Nous continuerons à recueillir des données sur l'impact du mouvement par le biais de notre enquête annuelle réalisée auprès des membres.

5. Réseau efficace

Nous améliorerons nos fonctions financières et opérationnelles, notamment en établissant une entité juridique en Belgique pour faciliter la collecte de fonds et le plaidoyer, en développant des fonctions performantes de collecte de fonds et d'octroi de subventions, ainsi qu'en consolidant notre capacité à mettre en place un processus MEL efficace. En plus de notre conférence Afrique virtuelle en mars 2021, il faudra procéder cette même année à la planification essentielle de l'Assemblée mondiale de PCQVP en 2022.

6. Partenariats

Nous allons promouvoir des partenariats solides et diversifiés en nouant de nouvelles relations, notamment avec des organisations de défense des droits de la personne, des organisations féministes et des organisations de défense du climat, afin d'étendre notre influence sur la transparence et la reddition des comptes en matière d'extraction. La conférence Afrique 2021 de PCQVP présentera une occasion unique de collaborer avec les partenaires actuel.le.s ou de nouvelles relations.

EXAMEN FINANCIER

Les revenus totaux de PCQVP en 2020 s'élevaient à 3 339 478 £, un montant reçu exclusivement sous la forme de subventions, à l'exception de 292 £ d'intérêts sur dépôts bancaires. De ces revenus, 2 523 735 £ (76 %) n'étaient soumises à aucune restriction, tandis que le montant restant de 815 743 £ l'était.

En plus de ces revenus, nous disposons d'un solde d'ouverture de 871 910 £ provenant de subventions reçues les années précédentes : 541 910 £ à allouer aux activités de 2020 et 330 000 £ de fonds de réserve. De ce solde, un montant à hauteur de 639 081 £ n'était soumis à aucune restriction, alors que 232 829 £ l'étaient. Le total des fonds disponibles pour 2020 était de 4 211 388 £.

Les revenus d'usage non restreint comprenaient des subventions des Open Society Foundations (770 366 £), de Luminare (324 491 £), de Ford Foundation (438 597 £), de Danida (203 384 £), de la William and Flora Hewlett Foundation (686 605 £, dont 279 107 £ pour soutenir les activités visant l'égalité entre les sexes) et de Sigrid Rausing Trust (100 000 £) pour couvrir les frais de fonctionnement essentiels.

L'ensemble des revenus d'usage restreint ont été reçus pour des projets spécifiques et comprennent des subventions de l'Agence norvégienne pour la coopération au développement (351 154 £) et du ministère finlandais des Affaires étrangères (451 345 £).

Nos dépenses pour l'exercice se sont élevées à 2 562 205 £, dont 1 707 300 £ de fonds d'usage non restreint et 854 905 £ de fonds d'usage restreint (projets). Un léger déficit en

cours d'année est à noter concernant les fonds d'usage restreint à hauteur de 39 162 £, en raison de la dépense des fonds reportés. Les détails complets sont disponibles dans la note 12 relative aux comptes.

Le total des fonds reportés à la fin de l'année s'élevait à 1 649 183 £. De ce montant, 1 488 685 £ constituent des fonds d'usage non restreint, disponibles pour la poursuite des objectifs de bienfaisance de PCQVP. Un montant de 908 685 £ servira à financer les activités en 2021, un montant de 430 000 £ est placé dans une réserve opérationnelle désignée et 150 000 £ dans une réserve Covid 19 désignée représentant les fonds non dépensés en 2020, en raison de la pandémie mondiale. Le montant restant de 160 498 £ est soumis aux restrictions des bailleur.se.s et sera utilisé pour des projets spécifiques et des activités convenues avec elles.

7.1. Continuité de l'exploitation

Avec des fonds d'usage non restreint à hauteur de 1 488 685 £ au jeudi 31 décembre 2020, et un fonds de roulement de 1 634 212 £, les administrateur.rice.s considèrent que PCQVP dispose de suffisamment de ressources et de liquidités pour poursuivre ses activités et assurer un flux de fonds adapté aux objectifs de bienfaisance.

7.2. Politique des réserves

Le Conseil d'administration a adopté une politique de réserve de fonctionnement afin d'assurer la stabilité de la mission, des programmes, de l'emploi et des activités courantes de PCQVP.

Cette réserve de fonctionnement vise à fournir une source interne de fonds pour des situations nécessitant une augmentation soudaine des dépenses, des dépenses ponctuelles non prévues au budget, une réduction imprévue du financement ou des pertes non assurées. La réserve peut également servir pour couvrir des dépenses ponctuelles et non récurrentes afin de renforcer la capacité à long terme. Ce fonds n'a pas pour but de remplacer une perte permanente de fonds ou de combler un écart budgétaire. La démarche des administrateur.rice.s consiste à s'assurer qu'en cas d'utilisation de la réserve de fonctionnement, cette dernière sera recouverte dans les 12 mois.

La politique exige de disposer d'un minimum cible de trois mois de frais d'exploitation moyens à titre de réserve de fonctionnement. Elle doit être détenue en espèces ou comme équivalents de trésorerie.

Au jeudi 31 décembre 2020, après transferts, le montant de la réserve s'élevait à 430 000 £. Le Conseil d'administration a convenu d'un budget pour garantir une augmentation annuelle de la réserve, avec l'intention de disposer de suffisamment de fonds en vue de l'expansion de nos actions de bienfaisance.

En 2020, un excédent supplémentaire a été généré correspondant aux activités qui n'ont pas eu lieu à cause de la pandémie mondiale de Covid-19. Le Conseil d'administration a décidé d'affecter 150 000 £ de cet excédent pour organiser davantage d'activités futures une fois que les restrictions mondiales de voyage seront levées.

7.3. Stratégie de financement

Notre stratégie de financement, établie en 2017, nous permet d'assurer un équilibre entre notre besoin de sources de revenus durables et les risques qu'implique une dépendance

excessive à l'égard d'un nombre restreint de grands organismes de donation et de sources de revenus limitées. À partir de 2019, cette stratégie est mise à jour chaque année afin d'évaluer les risques et les opportunités que présente l'année à venir.

PCQVP compte maintenant six organismes de donation principaux et nous croyons avoir instauré un équilibre de soutien adapté, représentant 76 % de nos revenus en 2020.

Le Conseil d'administration continue d'examiner nos sources de revenus en vue d'atteindre la diversité des bailleur.se.s décrite dans la stratégie de financement.

7.4. Politique de collecte de fonds conjointe

Alors que nous poursuivons la consolidation de notre position en tant qu'acteur.rice.s essentiel.le.s de la société civile en matière de gouvernance des ressources naturelles, nous nous engageons à aider nos membres, ainsi qu'à fournir un soutien technique et financier dans le cadre de leurs activités. Nous continuons de verser des fonds aux membres via notre politique de collecte de fonds conjointe, qui apporte clarté et transparence aux membres sur la mobilisation et la distribution des fonds par le secrétariat, ainsi que les circonstances qui y sont liées. Un examen de l'octroi de subventions par le secrétariat portant sur la période 2016-2019 a été réalisé et publié au début de l'année 2020, ce qui a permis de mettre à jour notre politique conjointe de collecte de fonds et de réaffectation des fonds, publiée en juin 2020. Les conclusions de l'examen, la politique mise à jour et les FAQ pour aider les membres à gérer les processus conjoints de collecte de fonds et de réaffectation des fonds sont [disponibles sur le site Web de PCQVP](#).

7.5. Collecte de fonds

La collecte de l'ensemble des fonds obtenus par PCQVP est réalisée par le personnel en place. Un responsable de la collecte de fonds à temps plein a été recruté en avril 2020 pour soutenir la gestion de la collecte de fonds et des relations avec les organismes de donation du secrétariat. Tous les revenus perçus au cours de la période proviennent de subventions. L'organisme de bienfaisance n'est pas tenu de déclarer ses activités de financement. Les fonds

sont recueillis conformément aux principes et aux objectifs de la stratégie de financement et de la politique de collecte de fonds conjointe (voir ci-dessus), auprès d'entités donatrices telles que des fondations, des organisations non gouvernementales et des organismes bilatéraux. Les subventions sont obtenues par le biais d'un processus de soumission de propositions de subventions.

RISQUES ET INCERTITUDES

Nos programmes continuent de s'inscrire dans le cadre de tendances politiques, financières et économiques externes complexes. Au sein de notre réseau mondial, nous constatons un déclin du respect des droits de la personne, l'espace civique et les libertés fondamentales faisant l'objet de menaces quotidiennes. Les membres qui évoluent sur le terrain sont confrontés à des risques importants. Au cours de l'année 2020, la Covid-19 a radicalement changé les méthodes de travail de l'ensemble des parties prenantes. Nous avons mis à l'essai différentes approches, notamment en utilisant davantage les moyens de communication numériques, qui posent certains défis particuliers.

C'est dans ce contexte que le Conseil d'administration joue un rôle important dans la gestion des risques auxquels PCQVP fait face, avec la volonté d'accomplir notre mission et de réaliser notre vision dans un environnement complexe et instable.

Notre registre des risques est élaboré par le personnel de PCQVP et le Conseil d'administration. Il est examiné et évalué à l'occasion des réunions des administrateurs.

Nous portons une attention particulière aux risques des catégories suivantes :

- Risque lié à la gouvernance
- Risque opérationnel
- Risque financier
- Risque externe/environnemental
- Risque lié à la conformité

Tout au long de l'année, les administrateurs ont surveillé les principaux risques qui, en l'absence de mesures d'atténuation et de contrôle, étaient susceptibles d'altérer notre travail, notre réputation et notre capacité à atteindre les objectifs fixés. En raison de la nature de notre travail et malgré les efforts que nous déployons, certains risques demeurent inévitablement élevés. Dès lors, nous considérons que les mêmes types de risques sont importants chaque année.

En 2020, le Conseil d'administration a organisé une réunion consacrée à l'impact et aux risques liés à la Covid-19. Le registre des risques a été mis à jour pour inclure les risques liés à la Covid-19 et les mesures d'atténuation adoptées par le secrétariat pour assurer la sécurité et le bien-être de notre personnel, ainsi que des parties prenantes. Nous continuerons à surveiller la situation et à apporter tous les changements et améliorations possibles, conformément aux directives gouvernementales.

8.1 Sécurité du personnel

Le risque encouru par le personnel de PCQVP a été mentionné dans chaque rapport annuel et reste élevé. Notre personnel doit parfois se rendre dans des régions en conflit ou dans des pays hostiles à l'action de PCQVP.

En réponse, nous avons élaboré des politiques régissant les déplacements du personnel, y compris la nécessité de suivre l'orientation fournie par le Foreign and Commonwealth Office du Royaume-Uni. Nous continuons de travailler avec nos assureurs pour garantir l'adéquation de nos polices d'assurance avec nos besoins, et ainsi répondre à nos attentes.

Nous sommes conscient.e.s que la situation en matière de sécurité du personnel continue d'évoluer et présente un risque permanent. Nous entretenons des contacts réguliers avec notre réseau afin de comprendre la situation sur le terrain, et de faire comprendre au personnel que leur sécurité est d'importance capitale. S'il est estimé que le risque est trop grand, les déplacements seront annulés. Nous reconnaissons que les menaces croissantes à l'égard des membres de PCQVP au cours de l'année peuvent se traduire par un risque accru encouru par notre personnel.

Au moment de la rédaction du présent rapport, PCQVP a suspendu tous ses déplacements professionnels et l'ensemble du personnel travaille depuis son domicile en conséquence de la pandémie de Covid-19. Ces restrictions continueront de s'appliquer jusqu'à ce que nous estimions que le personnel et les autres parties prenantes peuvent voyager en toute sécurité pour mener à bien les activités de PCQVP.

Nous reconnaissons également l'impact psychosocial de la pandémie sur l'équipe restreinte du secrétariat. Nous avons mis en place des mesures d'assistance pour aider l'équipe dans cette période, notamment en veillant à ce qu'elle ait accès à notre plan d'assistance aux employé.e.s, qui comprend une assistance psychologique, des congés supplémentaires, une formation pour permettre à la direction et au personnel d'encadrement de s'adapter et de continuer à diriger en ces temps difficiles, ainsi que des réunions régulières avec l'ensemble du personnel pour discuter des autres adaptations nécessaires ou bénéfiques au bien-être.

8.2 Fraude ou erreur

Le Conseil d'administration a examiné et autorisé des politiques et des procédures financières en vue d'atténuer les risques de fraude ou d'erreur.

Bien qu'il soit impossible d'éliminer tous ces risques, les administrateur.ice.s sont convaincu.e.s de la robustesse de nos systèmes afin de minimiser ces risques. PCQVP compte dans ses rangs une équipe de direction hautement qualifiée, qui assure la gestion au quotidien. En tant qu'organisation opérant dans plusieurs pays, nous reconnaissons la nécessité de faire preuve de diligence raisonnable en vue de minimiser le risque de fraude ou d'erreur. Grâce à ces contrôles, nous sommes persuadé.e.s de la réduction de ces risques.

PCQVP fournit des subventions secondaires aux membres de PCQVP en fonction de la disponibilité des fonds. Les fonds de subvention sont généralement structurés en versements échelonnés, et les titulaires des subventions doivent rendre compte de l'utilisation de ces fonds de façon appropriée, avant que d'autres ne soient débloqués. De fait, l'impact financier lié à une fraude ou à une erreur est grandement réduit. La politique de PCQVP en matière de collecte de fonds et de renouvellement des subventions décrit la diligence raisonnable requise concernant l'octroi de subventions secondaires. Cette diligence est exercée tant par l'équipe en charge des programmes, que par celle des finances et des opérations.

PCQVP a également entrepris un examen complet de ses processus de diligence raisonnable en 2020 et a développé notre système de gestion des subventions secondaires de bout en bout.

Nous sommes conscient.e.s que les menaces à la sécurité numérique et les risques associés sont en recrudescence. Nous avons engagé un cabinet de conseil spécialisé pour évaluer nos risques, en vue de mettre en œuvre un plan de renforcement de nos systèmes.

8.3. Accroissement de la collecte de fonds et de l'octroi de subventions conjointes

les lois relatives aux exigences légales des organisations donatrices internationales, telles que la loi américaine Foreign Corrupt Practices Act.

La facilité avec laquelle nous pouvons collecter des fonds varie selon les régions : dans certains pays, il peut s'avérer beaucoup plus difficile de collecter des fonds ou de mener des activités de collecte. Il est nécessaire de prendre en compte tous ces facteurs lors de l'allocation des ressources à chaque région.

PCQVP a entrepris un examen complet de sa politique de collecte de fonds conjointe et de réaffectation des fonds, la politique actualisée a été publiée sur notre site Web en 2020.

8.4. Modification des politiques gouvernementales au niveau local, national et international

Nous reconnaissons que les changements des politiques gouvernementales peuvent avoir un impact négatif sur les sources de financement de PCQVP, ainsi que sur notre capacité à poursuivre notre travail fondamental.

Nous gérons ces risques en suivant les amendements juridiques et réglementaires, ainsi qu'en nommant des membres essentiels du Conseil d'administration et de l'équipe de direction pour évaluer leur impact potentiel sur le travail de PCQVP.

GOVERNANCE ET GESTION

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) est un organisme de bienfaisance enregistré en Angleterre et au Pays de Galles (numéro : 1170959) et une société enregistrée en Angleterre, à responsabilité limitée par garantie (numéro d'enregistrement : 9533183). Notre mission et nos pouvoirs sont énoncés dans nos statuts constitutifs. De plus, l'organisme de bienfaisance dispose d'une filiale commerciale, Publish What You Pay Trading Limited (10894073). Le but de cette filiale est de permettre à PCQVP de recevoir des revenus autres que des subventions afin de soutenir ses activités de bienfaisance. La société n'a encore établi aucun accord.

9.1. Structure de gouvernance

PCQVP est une coalition mondiale composée de coalitions nationales et d'organisations membres, soutenue par le secrétariat international. Ce rapport se réfère à la gouvernance du secrétariat international de PCQVP et de la coalition mondiale. Les coalitions nationales disposent de leurs propres structures de gouvernance et sont autonomes, elles sont toutefois tenues d'adhérer aux [principes de fonctionnement de PCQVP](#), un ensemble de 10 principes qui incarnent les valeurs et les normes les plus élevées pour une transparence et une gouvernance adaptées.

9.2. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de PCQVP est composé d'un maximum de neuf administrateur.rice.s, dont des membres de PCQVP et d'autres extérieur.e.s à l'organisation, mais qui apportent des compétences et une expérience spécifiques. En étroite coordination avec le Conseil mondial de PCQVP, le Conseil d'administration peut nommer des administrateur.rice.s coopté.e.s

en fonction des compétences qu'ils.elles mettent à disposition. Les administrateur.rice.s assument la responsabilité première consistant à s'assurer que les objectifs et les intérêts de PCQVP, en tant qu'organisme de bienfaisance enregistré, sont protégés et défendus. Les administrateur.rice.s coordonnent PCQVP dans l'intérêt des membres à l'échelle mondiale et collectivement, et acceptent normalement les recommandations du Conseil mondial sur la stratégie et la politique. Tout manquement à ces directives doit reposer sur de bonnes raisons de probité juridique ou financière. Les administrateurs nomment le directeur exécutif et veillent à son efficacité.

Pour plus d'informations sur les administrateur.rice.s, accédez au [site Web de PCQVP](#), ou référez-vous au cadre de référence et aux descriptions des rôles figurant dans le [manuel de gouvernance](#).

Le Conseil d'administration se réunit pendant un ou deux jours, au moins trois fois par an.

Les administrateur.rice.s mettent gratuitement leur temps au service de PCQVP et n'en perçoivent aucune rémunération. Les nouveaux.elles administrateur.rice.s sont intégré.e.s au Conseil d'administration par le.la directeur.rice exécutif.ve, le.la directeur.rice des finances et des opérations, le.la directeur.rice de l'engagement des membres ainsi que le.la président.e du Conseil, à l'aide d'un dossier d'intégration préparé par PCQVP. De plus, les administrateur.rice.s sont soutenu.e.s dans leur rôle au moyen de séances de formation à chaque réunion. Le Conseil tient également à jour une grille de compétences qu'il examine régulièrement pour s'assurer de posséder les compétences et l'expérience nécessaires

pour gérer efficacement PCQVP (voir la [page Web du Conseil d'administration](#) pour plus de renseignements).

9.3. Conseil mondial

Le Conseil mondial est un organe élu composé de 10 représentant.e.s des membres de PCQVP, qui élabore des stratégies et établit les priorités des activités relatives aux plans opérationnels, en soumettant des recommandations au directeur.rice exécutif.ve et au Conseil d'administration, le cas échéant. Le Conseil mondial prend des décisions fondées sur un dialogue entre la diversité des voix des membres de PCQVP. Il vise la prise de décision par consensus, mais vote les recommandations si nécessaire. Les membres du Conseil mondial mettent gratuitement leur temps au service de PCQVP et n'en perçoivent aucune rémunération.

Le Conseil mondial est responsable de ses activités devant l'Assemblée mondiale. Ses responsabilités sont définies dans le cadre de référence et les descriptions des rôles du manuel de gouvernance de PCQVP.

Le [site Web du Conseil mondial](#) contient des informations sur ses représentant.e.s, le cadre de référence et le procès-verbal de l'organe prédécesseur, le Comité de pilotage mondial.

9.4. Assemblée mondiale

Il s'agit d'une réunion triennale rassemblant les organisations membres de PCQVP pour discuter des progrès et des réalisations et mettre en œuvre un examen stratégique et politique. L'Assemblée mondiale la plus récente a eu lieu à Dakar, au Sénégal, en janvier 2019.

9.5. Comité de Pilotage pour l'Afrique

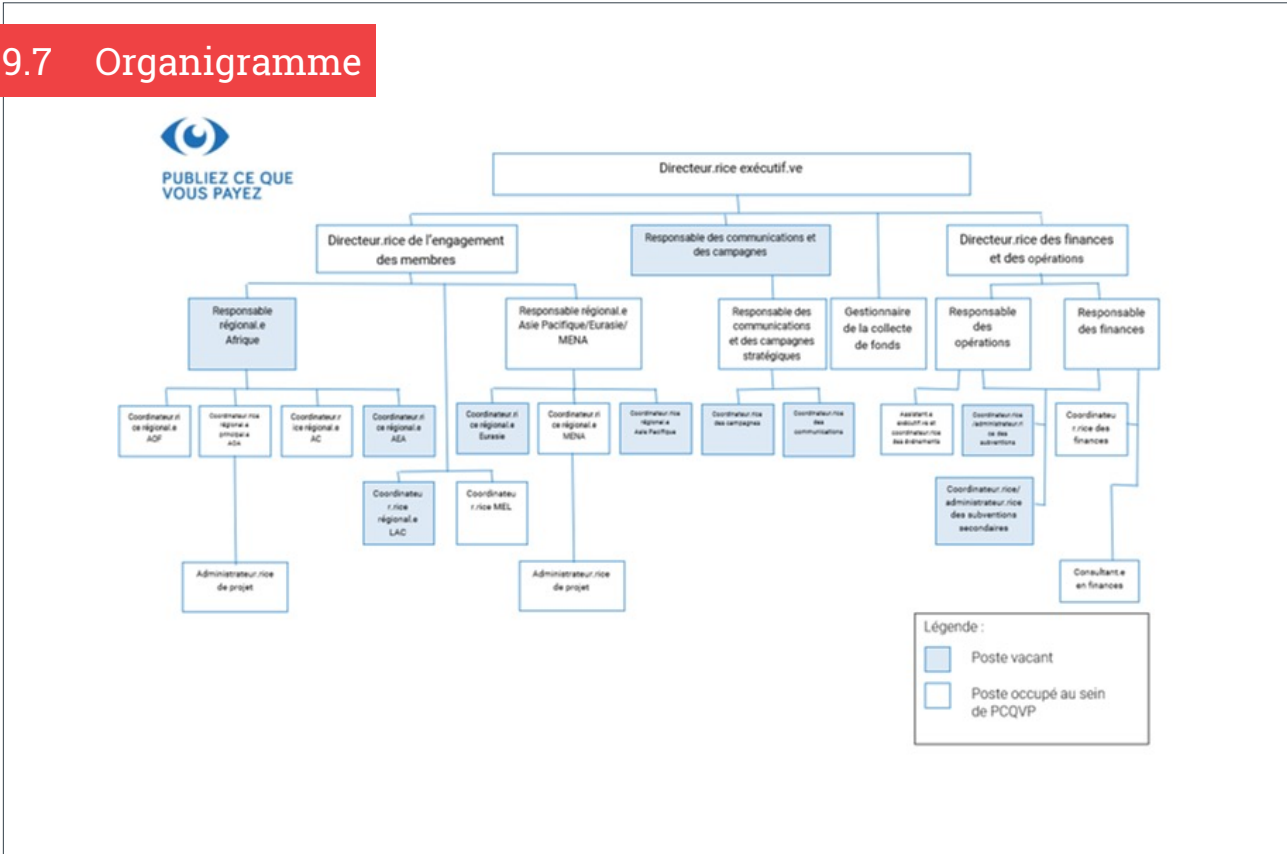
Le [Comité de Pilotage d'Afrique](#) se compose des représentant.e.s des sous-régions africaines suivantes : Afrique de l'Est et Afrique australe, Afrique centrale, Afrique de l'Ouest anglophone et Afrique de l'Ouest francophone. La durée du mandat des membres est de trois ans. Le rôle du comité consiste à fournir une orientation stratégique aux membres de PCQVP en Afrique et de s'assurer que les coalitions nationales et les membres respectent les principes, ainsi que les normes de PCQVP.

9.6. Secrétariat

Il s'agit d'une équipe décentralisée comptant quelques membres travaillant depuis sept pays différents. Son rôle est d'appuyer les coalitions nationales dans leur stratégie, gouvernance, gestion, communication et exécution de leurs plans de travail. Il joue un rôle de facilitation et ne supervise pas les coalitions nationales. Le secrétariat est également chargé de coordonner le travail de PCQVP au niveau international et régional, ainsi que la collecte de fonds conjointe et la mise en œuvre des projets financés.

Dans le cadre du lancement de sa nouvelle stratégie en 2019, le secrétariat a entrepris un examen de la structure de son personnel pour s'assurer qu'il était en mesure de mener à bien cette stratégie. Plusieurs nouveaux postes ont été créés en conséquence de cet examen, et cette nouvelle structure sera déployée progressivement entre 2020 et 2021 (sous réserve des fonds nécessaires).

9.7 Organigramme



9.8. Processus décisionnels et délégation de pouvoir

Lors des réunions triennales des administrateur.rice.s, ces dernier.ère.s conviennent de la stratégie générale et des domaines d'activité de PCQVP, y compris l'examen de la gestion financière, des politiques de gestion des réserves et des risques, ainsi que des performances. Les activités d'administration courante, de planification financière et d'établissement de rapports sont déléguées au.à la directeur.rice exécutif.ve.

9.9. Structure de gestion

Le.la directeur.rice exécutif.ve du secrétariat supervise le travail et les performances d'une équipe décentralisée. Il.elle relève du.de la président.e du Conseil d'administration.

9.10. Méthodes de recrutement et de nomination des administrateur.rice.s

PCQVP suit de près les directives de la Charity Commission et de ses statuts constitutifs concernant la nomination de nouvelles administrateur.rice.s. Notre manuel de gouvernance prévoit un minimum de trois administrateur.rice.s et un maximum de neuf. Trois d'entre eux.elles sont élu.e.s par le Conseil mondial à partir d'une liste de nominations réalisée par les membres de PCQVP, dont un.e membre du Conseil mondial en place sélectionné.e afin de siéger dans les deux organes. Jusqu'à six membres du Conseil d'administration sont choisi.e.s parmi les intervenant.e.s internes, afin de s'assurer de la couverture de toutes les compétences

requis en matière de gouvernance. Le Conseil d'administration tient à jour une grille de compétences des administrateur.rice.s, les nouveaux.elles membres sont alors choisi.e.s en consultation avec l'ensemble du Conseil pour s'assurer que, collectivement, les membres possèdent les compétences et l'expérience nécessaires.

Le mandat des membres du Conseil d'administration dure trois ans. À l'issue de cette période, ils.elles peuvent être nommé.e.s à nouveau pour un maximum de deux mandats supplémentaires, la durée maximale étant donc de neuf ans. Par la suite, une interruption d'au moins un an est obligatoire avant qu'un.e ancien.ne membre du Conseil d'administration

9.11. Politiques et procédures d'intégration et de formation des nouveaux.elles administrateur.rice.s

Tou.te.s les administrateur.rice.s de PCQVP suivent les lignes directrices établies par la Charity Commission, en particulier « The Essential Trustee: What You Need to Know » et « Charities and Public Benefit ». Nous veillons à ce que les nouveaux.elles administrateur.rice.s acquièrent une compréhension du fonctionnement de PCQVP et établissent des relations avec l'équipe de direction et les principaux.ales partenaires stratégiques. Les administrateur.rice.s ont reçu une présentation officielle de leur rôle et de leurs obligations par un avocat au Royaume-Uni, alors que PCQVP se préparait à devenir un organisme de bienfaisance enregistré au Royaume-Uni en décembre 2016. Ils.elles sont soutenu.e.s dans leur rôle au moyen de séances de formation à chaque réunion.

9.12. Intérêt public

PCQVP existe pour aider les personnes et les communautés vivant dans des pays riches en ressources où les revenus générés par le gaz, le pétrole et les ressources minérales ne se traduisent pas toujours par un niveau de vie adéquat ou un accès aux services essentiels. Par « public », nous faisons référence aux citoyen.ne.s de pays riches en ressources naturelles qui n'en bénéficient actuellement pas. PCQVP se concentre sur le soutien et la représentation des intérêts de certaines des populations les plus marginalisées, qui sont souvent touchées de manière disproportionnée par les projets d'extraction et politiquement privées de leurs droits, comme les peuples autochtones des régions reculées et les femmes. Notre objectif est de soutenir le développement durable à long terme de ces communautés. Il n'existe aucune restriction quant aux avantages adressés à une partie spécifique du public.

Les administrateur.rice.s confirment qu'ils.elles ont tenu dûment compte des guides d'intérêt public PB1, PB2 et PB3 de la Charity Commission pour déterminer les activités entreprises par PCQVP. Nous considérons que le travail de PCQVP est manifestement exécuté dans l'intérêt du public, dans la mesure où les principales activités de PCQVP sont axées sur :

- **La promotion de normes éthiques de conduite et de respect de la loi** : en promouvant la transparence et la redevabilité dans tous les aspects de la gestion du secteur des ressources naturelles, y compris les décisions d'investissement et l'utilisation des revenus générés, PCQVP apporte des changements positifs qui amélioreront la vie de l'ensemble des citoyen.ne.s, en particulier les communautés vivant à proximité des sites d'extraction, qui subissent bien souvent et uniquement les effets négatifs de l'extraction des ressources naturelles.

- **La prévention ou le soulagement de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie dans des milieux socialement et économiquement défavorisés touchés par l'extraction et la fourniture de ressources naturelles :** en soutenant les plans de partage des revenus du gouvernement, PCQVP encourage l'affectation de fonds provenant de l'extraction des ressources naturelles pour les communautés touchées, ainsi que la redistribution des revenus au profit des citoyen.ne.s d'autres régions (non extractives) d'un pays. Au niveau local, cela peut se traduire par le versement de dividendes annuels aux communautés touchées par les activités extractives. Au niveau national, des fonds spéciaux de développement dotés de recettes extractives peuvent contribuer aux budgets des autorités locales, en aidant à la redistribution pour éradiquer la pauvreté.
- **La promotion de l'éducation et de la recherche sur la chaîne d'approvisionnement et de valeur de l'extraction des ressources naturelles, et la publication et la diffusion des résultats pertinents de ces enquêtes et recherches auprès du public :** l'accès à des informations agréables à lire sur le secteur de l'extraction et à une formation pertinente profitera à l'ensemble des citoyen.ne.s des pays riches en ressources, en leur permettant de demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises sur les revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles.

DÉCLARATION DES RESPONSABILITÉS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les administrateur.rice.s (qui sont également administrateur.rice.s de l'organisme de bienfaisance aux fins du droit des sociétés) sont chargé.e.s de préparer le rapport du Conseil et les états financiers conformément à la loi applicable et aux normes comptables du Royaume-Uni (pratiques comptables généralement reconnues au Royaume-Uni).

Le droit des sociétés exige des administrateur.rice.s qu'ils.elles préparent des états financiers pour chaque exercice, de sorte à représenter fidèlement l'état des affaires de l'organisme de bienfaisance, ainsi que des revenus et des dépenses de l'organisme de bienfaisance pour cet exercice. En cas de préparation des états financiers, les administrateur.rice.s sont tenu.e.s :

- d'adopter des méthodes comptables appropriées devant être appliquées avec cohérence ;
- d'observer les méthodes et principes décrits dans l'énoncé de pratiques recommandées pour les organismes de bienfaisance et porter des jugements, ainsi que des estimations raisonnables et prudents ;
- d'indiquer si les normes comptables britanniques applicables ont été suivies, sous réserve de tout écart significatif divulgué et décrit dans les états financiers ; et
- de préparer les états financiers selon le principe de continuité de l'exploitation, à moins qu'il ne soit inapproprié de présumer que l'organisme de bienfaisance poursuivra ses activités.

Les administrateur.rice.s ont la responsabilité de tenir des registres comptables en bonne et due forme, qui divulguent avec une exactitude raisonnable, et ce en tout temps, la situation financière de l'organisme de bienfaisance afin de garantir la conformité des comptes à la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006. Ils.elles sont également chargé.e.s de protéger les actifs de l'organisme de bienfaisance et, par conséquent, de prendre des mesures raisonnables pour prévenir et détecter les fraudes et toute autre irrégularité.

Pour autant que les administrateur.rice.s le sachent, il n'existe aucune donnée de vérification pertinente dont le.la vérificateur.rice de l'organisme de bienfaisance n'a pas connaissance, et chaque administrateur.rice a pris toutes les mesures nécessaires pour en être averti.e, ainsi que pour communiquer cette information au vérificateur.rice.

Le rapport annuel et le rapport stratégique des administrateur.rice.s ont été approuvés par le Conseil d'administration le vendredi 14 mai 2021 et signés en son nom par :

Susan Hazledine
Administratrice, Publiez Ce Que Vous Payez
Date : 14 May 2021

Informations juridiques et administratives

(numéro d'enregistrement 9533183)

Administrateur.rice.s

Carlo Merla – président
Alan Detheridge – trésorier
Ali Idrissa
Julie McCarthy
Susan Hazledine
Athayde Jose Ada Motta Filho
Victoria Ibezim-Ohaeri (nommée le 28 février 2020)

Secrétaire exécutive

Susan Hazledine

Direction

Elisa Peter, directrice exécutive
Caroline Macleod, directrice des finances et des opérations (démission le 30 septembre 2020)
Alison Smith, directrice des finances intérimaire (prise de poste le 5 octobre 2020)
Stephanie Rochford, directrice de l'engagement des membres

Siège social

The Office Group
201 Borough High Street
Londres SE1 1JA
Tél. : +44 20 3817 7639
Adresse e-mail : info@pwyp.org

Vérificateur.rice.s indépendant.e.s

Critchleys Audit LLP
Beaver House
23-38 Hythe Bridge Street
Oxford
OX1 2EP

Cabinet d'avocat.e.s

Bates Wells Braithwaite
10 Queen Street Place
London EC4R 1B

Banquier.ère.s

Barclays Bank PLC, Corporate Banking Oxford & Swindon
Wytham Court, 11 West Way, Oxford, OX2 0JB

Ebury Partners UK Limited, 3rd floor, 100 Victoria Street
Londres, SW1E 5JL

RAPPORTS DES VÉRIFICATEUR. RICE.S ET COMPTES STATUTAIRES

Rapport des vérificateur.rice.s indépendant.e.s aux membres de Publiez Ce Que Vous Payez

Avis

Nous avons vérifié les états financiers de Publiez Ce Que Vous Payez (ci-après l'« Organisme de bienfaisance ») correspondant à l'exercice clos 31 décembre 2020, qui comprennent l'état des activités financières, le bilan, les états des flux de trésorerie et les notes afférentes aux états financiers, y compris un résumé des principales pratiques comptables. Ces états ont été élaborés conformément au cadre référentiel comptable, c'est-à-dire le droit applicable et les normes comptables en vigueur au Royaume-Uni, y compris la norme d'information financière 102 : la norme d'information financière applicable au Royaume-Uni et en République d'Irlande (pratiques comptables généralement reconnues au Royaume-Uni).

Selon nous, les états financiers :

- donnent une représentation fidèle de l'état des affaires de l'Organisme de bienfaisance au 31 décembre 2020 et des recettes et dépenses pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement préparés conformément aux pratiques comptables généralement reconnues au Royaume-Uni ;
- ont été préparés conformément aux exigences de la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006.

Fondement de l'avis

Nous avons procédé à la vérification conformément aux normes internationales d'audit en vigueur au Royaume-Uni (ISA) et au

droit applicable. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section dédiée de notre rapport qui traite des responsabilités du/de la vérificateur.rice à l'égard de son examen des états financiers. Nous œuvrons indépendamment de l'Organisme de bienfaisance, conformément aux exigences éthiques qui s'appliquent à notre vérification des états financiers au Royaume-Uni, y compris la norme éthique du Financial Reporting Council, et nous avons assumé nos autres responsabilités éthiques en vertu de ces exigences. Nous estimons que les données probantes recueillies sont suffisantes et pertinentes pour formuler notre avis.

Conclusions relatives à la continuité de l'exploitation

Dans le cadre de la vérification des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateur.rice.s du principe comptable de continuité d'exploitation à l'égard de l'élaboration des états financiers est appropriée.

D'après les travaux effectués, nous n'avons pas identifié d'incertitudes importantes liées à des événements ou des conditions qui, individuellement ou collectivement, sont susceptibles d'altérer la capacité de l'entité à assurer la continuité d'exploitation pendant une période d'au moins 12 mois à compter de la date d'autorisation de publication des états financiers.

Nos responsabilités et celles des administrateur.rice.s à l'égard de la continuité de l'exploitation sont décrites dans les sections pertinentes du présent rapport.

Autres informations

Les administrateur.rice.s sont responsables des autres informations. Elles comprennent notamment les renseignements contenus dans le rapport annuel, outre les états financiers et le rapport de l'organisme de vérification concernant ce bilan financier. Notre avis fondé sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, sauf indication contraire expresse figurant dans notre rapport, nous n'exprimons aucune conclusion à ce sujet.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à examiner leur pertinence avec les états financiers ou nos connaissances acquises au cours du processus, ou si elles semblent autrement erronées. Si nous relevons de telles incohérences ou inexactitudes manifestes et significatives, nous sommes tenu.e.s de déterminer la véracité des états financiers ou des autres informations. Si, sur la base de nos travaux, nous concluons à l'existence d'une inexactitude importante concernant ces autres informations, nous sommes tenu.e.s d'en faire état.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Avis sur d'autres questions prescrites par la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006

À notre avis, d'après les travaux entrepris dans le cadre de la vérification :

- les informations fournies par les administrateur.rice.s dans le rapport (comprenant le rapport stratégique et le rapport de la direction) de l'exercice justifiant l'élaboration des états financiers correspondent à ces derniers ; et
- le rapport des administrateur.rice.s (comprenant le rapport stratégique et le rapport de la direction) a été établi conformément aux exigences juridiques applicables.

Problèmes que nous sommes tenu.e.s de signaler par exception

Compte tenu de la connaissance et du niveau de compréhension de la société et de son environnement acquis lors de la vérification, nous n'avons identifié aucune inexactitude significative dans le rapport des administrateur.rice.s.

Nous n'avons pas d'observation à formuler concernant les points suivants, pour lesquels la mise en œuvre des normes de la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006 nous impose de faire état, selon notre avis de :

- tout manquement à la conservation des documents comptables ;
- toute incohérence des états financiers avec les documents et les rapports comptables ;
- toute absence de divulgation d'une rémunération des administrateur.rice.s prescrite par la loi ; ou
- toute absence d'information ou d'explication nécessaires aux fins de notre vérification.

Responsabilités des administrateur.rice.s

Comme expliqué plus en détail dans la déclaration des responsabilités des administrateur.rice.s [décrites aux pages 40-41], les administrateur.rice.s sont responsables de l'élaboration des états financiers, qui doivent véhiculer une représentation fidèle de l'état des affaires, ainsi que du contrôle interne qu'ils. elles jugent nécessaire pour permettre la préparation des états financiers de sorte qu'ils soient exempts d'inexactitudes importantes, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateur.rice.s sont chargé.e.s d'évaluer la capacité de l'Organisme de bienfaisance à poursuivre son exploitation, de divulguer, s'il y a lieu, des questions relatives à la continuité de l'exploitation et à l'utilisation de ce principe comptable, à moins qu'ils.elles n'aient l'intention de liquider l'Organisme de bienfaisance

ou de cesser ses activités, ou en l'absence d'alternative pérenne.

Responsabilités du. de la vérificateur.rice à l'égard de la vérification des états financiers

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et à publier un rapport de vérification qui inclut notre avis. L'assurance raisonnable constitue un niveau d'assurance élevé, qui ne peut toutefois garantir qu'une vérification menée conformément aux normes ISA (Royaume-Uni) permettra de détecter une inexactitude significative en toutes circonstances, le cas échéant.

Les déclarations erronées peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateur.rice.s, prises sur la base de ces états financiers.

Les irrégularités, notamment les fraudes, constituent des cas de non-conformité aux lois et aux règlements. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, décrites ci-dessus, pour détecter les inexactitudes significatives en matière d'irrégularités, notamment les fraudes. La mesure dans laquelle nos procédures sont capables de détecter les irrégularités, notamment la fraude, est détaillée ci-dessous :

Notre approche visant à identifier et à évaluer les risques d'inexactitudes importantes en ce qui concerne les irrégularités, notamment la fraude et le non-respect des lois et règlements, se présente comme suit :

- l'associé.e responsable de la mission s'est assuré.e que l'équipe disposait collectivement des compétences, des capacités et des aptitudes appropriées pour identifier ou reconnaître le non-respect des lois et règlements applicables ;
- nous avons identifié les lois et règlements applicables à l'organisme de bienfaisance en discutant avec les administrateur.rice.s et les autres membres de la direction, et en nous appuyant sur notre connaissance et notre expérience du secteur opérationnel du client ;
- nous nous sommes concentré.e.s sur les lois et règlements spécifiques qui, selon nous, peuvent avoir une incidence majeure directe sur les états financiers ou sur les opérations de l'organisme de bienfaisance, notamment les conditions des accords de subventions ;
- nous avons évalué le degré de conformité aux lois et règlements figurant ci-dessus en interrogeant la direction ; et
- les lois et règlements identifiés ont été communiqués régulièrement à l'équipe chargée de la vérification et celle-ci est restée attentive aux cas de non-conformité tout au long du processus.

Nous avons évalué la susceptibilité des états financiers de l'organisme de bienfaisance à des inexactitudes importantes, notamment en cherchant comment des pratiques frauduleuses pourraient se produire en :

- se renseignant auprès de la direction des cas susceptibles de présenter des pratiques frauduleuses, et en l'interrogeant sur sa connaissance de fraudes réelles, suspectées et présumées ; et
- examinant les contrôles internes en place pour atténuer les risques de fraude et de non-conformité aux lois et règlements ;

Pour répondre au risque de fraude provenant de la gestion de direction et du contournement des contrôles, nous avons :

- réalisé des procédures analytiques pour identifier toute relation inhabituelle ou inattendue ;
- testé les écritures de journal pour identifier les transactions inhabituelles ;
- évalué si les jugements et les hypothèses formulés visant à déterminer les estimations comptables indiquaient un biais potentiel ; et
- enquêté sur la justification des transactions significatives ou inhabituelles.

En réponse au risque d'irrégularités et de non-conformité aux lois et règlements, nous avons conçu des procédures qui comprenaient, entre autres, les éléments suivants :

- la concordance entre les informations fournies dans les états financiers et les documents justificatifs sous-jacents ;
- la lecture des procès-verbaux des réunions des personnes chargées de la gouvernance ;
- l'interrogation de la direction sur les litiges et réclamations réels et potentiels ; et
- l'examen des conditions des accords de subventions.

Les procédures de vérification décrites ci-dessus comportent des limites inhérentes. Plus les lois et règlements sont éloignés des transactions financières, moins il est probable que nous nous rendions compte de leur non-respect. Les normes de vérification limitent également les procédures requises pour identifier les cas de non-conformité aux lois et aux règlements aux demandes de renseignements auprès des administrateurs et des autres dirigeants et à l'inspection de la correspondance réglementaire et juridique, le cas échéant.

Les inexactitudes significatives résultant d'une fraude peuvent être plus difficiles à détecter que celles résultant d'une erreur, car elles peuvent impliquer une dissimulation délibérée ou une collusion.

Une description plus détaillée de nos responsabilités est disponible sur le site Web du Financial Reporting Council : www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities. Cette description fait partie intégrante de notre rapport de vérification.

Utilisation de notre rapport

Ce rapport s'adresse uniquement aux membres de l'Organisme de bienfaisance, en tant qu'organisme, conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la Companies Act (loi sur les sociétés) de 2006. Notre travail de vérification a été entrepris afin d'indiquer aux membres de l'Organisme de bienfaisance tout problème éventuel, que nous sommes tenu.e.s de leur soumettre dans un rapport de vérification et à aucune autre fin. Dans la limite des lois en vigueur, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité envers quiconque, à l'exception des membres de l'Organisme de bienfaisance en tant qu'organisme, pour notre travail de vérification, ou pour les avis formulés.

Colin Mills (responsable de la vérification légale des comptes)

Pour et au nom de Critchleys Audit LLP (vérification légale), Oxford

Date:

État des activités financières

(y compris le compte d'exploitation et des dépenses)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

| | NOTE | FONDS D'USAGE NON RESTREINT £ | FONDS D'USAGE RESTREINT £ | TOTAL DES FONDS 2020 £ | TOTAL DES FONDS 2019 £ |
|---|--------------|--|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| PROVENANCE DES REVENUS ET DES DOTATIONS : | | | | | |
| Subventions | 3 | 2 523 443 | 815 743 | 3 339 186 | 2 621 525 |
| Intérêt bancaire | | 292 | | 292 | 656 |
| Total des revenus | | 2 523 735 | 815 743 | 3 339 478 | 2 622 181 |
| DÉPENSES : | | | | | |
| Collecte de fonds | | 156 603 | | 156 603 | 70 001 |
| Activités de bienfaisance : | 5 | | | | |
| Renforcement du mouvement | | 1 359 521 | 844 991 | 2 204 512 | 2 348 484 |
| Plaidoyer | | 191 176 | 9 914 | 201 090 | 326 651 |
| Total des dépenses | | 1 707 300 | 854 905 | 2 562 205 | 2 745 136 |
| Montant net (dépenses)/revenus | | 816 435 | (39 162) | 777 273 | (122 955) |
| Transferts | 11,12 | 33 169 | (33 169) | - | - |
| Variation nette des fonds | | 849 604 | (72 331) | 777 273 | (122 955) |
| Total des fonds reportés au 1 er janvier 2020 | | 639 081 | 232 829 | 871 910 | 994 865 |
| Total des fonds à reporter au 31 décembre 2020 | 11,12 | 1 488 685 | 160 498 | 1 649 183 | 871 910 |

État des activités financières (comparatif)

pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

(y compris le compte d'exploitation et des dépenses)

| | NOTE | FONDS D'USAGE NON RESTREINT £ | FONDS D'USAGE RESTREINT £ | TOTAL DES FONDS 2019 £ | TOTAL DES FONDS 2018 £ |
|---|--------------|--|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| PROVENANCE DES REVENUS ET DES DOTATIONS : | | | | | |
| Subventions | 3 | 1 633 592 | 987 933 | 2 621 525 | 2 325 072 |
| Intérêt bancaire | | 656 | - | 656 | 385 |
| Total des revenus | | 1 634 248 | 987 933 | 2 622 181 | 2 325 457 |
| Dépenses : | | | | | |
| Collecte de fonds | | 70 001 | - | 70 001 | 46 674 |
| Activités de bienfaisance : | 5 | | | | |
| Renforcement du mouvement | | 1 326 655 | 1 021 829 | 2 348 484 | 1 522 274 |
| Plaidoyer | | 247 433 | 79 218 | 326 651 | 367 131 |
| Total des dépenses | | 1 644 089 | 1 101 047 | 2 745 136 | 1 936 079 |
| Montant net (dépenses)/revenus | | (9 841) | (113 114) | (122 955) | 389 378 |
| Transferts | 11,12 | (33 169) | 33 169 | - | - |
| Variation nette des fonds | | (43 010) | (79 945) | (122 955) | 389 378 |
| Total des fonds reportés au 1 er janvier 2020 | | 682 091 | 312 774 | 994 865 | 605 487 |
| Total des fonds à reporter au 31 décembre 2020 | 11,12 | 639 081 | 232 829 | 871 910 | 994 865 |

Balance sheet

as at 31 December 2020

| | NOTE | 2020 £ | 2019 £ |
|---|------|------------------|------------------|
| ACTIFS FIXES | | | |
| Actifs tangibles fixes | 8 | 14 971 | 15 000 |
| TOTAL DES ACTIFS FIXES | | 14 971 | 15 000 |
| ACTIFS À COURT TERME | | | |
| Débiteur.rice.s | 9 | 40 092 | 18 830 |
| Fonds en banque et en caisse | | 2 544 965 | 1 251 811 |
| TOTAL DES ACTIFS À COURT TERME | | 2 585 057 | 1 270 641 |
| PASSIF À COURT TERME : | | | |
| Montants échéant à moins d'un an | 10 | (950 845) | (413 731) |
| ACTIFS NETS À COURT TERME | | 1 634 212 | 856 910 |
| TOTAL DES ACTIFS MOINS LE PASSIF À COURT TERME | | 1 649 183 | 871 910 |
| FONDS | | | |
| Fonds d'usage non restreint | 11 | 1 488 685 | 639 081 |
| Fonds d'usage restreint | 12 | 160 498 | 232 829 |
| TOTAL | | 1 649 183 | 871 910 |

Approuvé et autorisé pour émission par les administrateur.rice.s le 14 mai 2021 et signé en leur nom par :

Susan Hazledine
Directrice/administratrice
Date : 14 mai 2021

État des flux de trésorerie

pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

| | 2020 | 2019 |
|---|------------------|------------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Trésorerie nette (affectée)/générée par les activités d'exploitation (ci-dessous) | 1 305 772 | (332 093) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Achat d'actifs fixes corporels | (12 618) | (19 644) |
| Produits de cession d'actifs fixes corporels | - | - |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période visée | 1 293 154 | (351 737) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période visée | 1 251 811 | 1 603 548 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période visée | 2 544 965 | 1 251 811 |
| Rapprochement des revenus nets et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Montant net (dépenses)/revenus de la période visée | 777 273 | (122 955) |
| AJUSTEMENTS : | | |
| Dépréciation | 12 647 | 9 219 |
| Perte sur cession d'actifs fixes | - | 2 908 |
| Diminution/(augmentation) des débiteur.rice.s | (21 262) | 174 049 |
| (Diminution)/augmentation des créditeur.rice.s | 537 114 | (395 314) |
| Trésorerie nette (affectée)/générée par les activités d'exploitation : | 1 305 772 | (332 093) |

Notes afférentes aux états financiers

Notes afférentes aux états de l'exercice clos le 31 décembre 2020

1. Informations sur l'entreprise

Publiez Ce Que Vous Payez est une société à responsabilité limitée par garantie constituée au Royaume-Uni. Son siège social est sis The Office Group, 201 Borough High Street, Londres SE1 1JA. L'Organisme de bienfaisance est limité par garantie et ne dispose pas de capital-actions. Chaque membre s'engage à verser une somme n'excédant pas 1 £ à l'organisme de bienfaisance en cas de liquidation.

2. Pratiques comptables

a) Méthode de comptabilité

The accounts are prepared under the historical cost convention and in accordance with the Statement of Recommended Practice 'Accounting and Reporting by Charities' (Charities SORP (FRS102)), FRS102 and the Companies Act 2006. Publish What You Pay is a public benefit entity. There are no material uncertainties about the charity's ability to continue as a going concern.

b) Revenus

Tous les revenus sont inclus dans l'état des activités financières lorsque l'organisme de bienfaisance a juridiquement le droit aux revenus et que le montant peut être quantifié avec une précision raisonnable. Si les revenus sont perçus à l'avance, et que le donateur a précisé qu'ils devaient être dépensés au cours d'une année ultérieure, ces fonds sont reportés comme revenus différés.

Les revenus soumis à des restrictions non dépensés au cours de l'exercice sont reportés dans les soldes d'ouverture restreints (voir note 12).

c) Dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice et pour leur montant brut par rapport aux recettes correspondantes. Elles sont classées par des rubriques regroupant tous les coûts liés à la catégorie. Lorsque des coûts ne peuvent pas être directement attribués à une rubrique en particulier, ils ont été affectés à des activités sur une base compatible avec l'utilisation des ressources.

Les coûts engendrés la collecte de fonds incluent les coûts associés à la génération de revenus par la collecte de fonds, y compris le salaire du gestionnaire de collecte de fonds.

Les dépenses liées aux activités de bienfaisance comprennent les dépenses directes de bienfaisance et les coûts de soutien. Lorsque des coûts ne peuvent pas être directement attribués, ils ont été affectés à des activités sur une base compatible avec l'utilisation des ressources.

Les subventions que les administrateur.ice.s se sont engagé.e.s à verser sont imputées à l'état des activités financières de l'exercice correspondant à cet engagement.

d) Dépréciation

La dépréciation des actifs fixes est calculée de manière à amortir leur coût ou leur valeur diminués de toute valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimée, comme suit :

Installations et agencements - 33,33 % d'amortissement linéaire

Matériel informatique - 33,33 % d'amortissement linéaire

e) Baux et contrats de location-vente

Les loyers payés en vertu de contrats de location-vente sont imputés aux revenus dès leur prise d'effet.

f) Comptabilité des fonds

Les fonds d'usage non restreint peuvent être utilisés à la discrétion des administrateur.ice.s pour la réalisation des objectifs généraux de l'organisme de bienfaisance. Les fonds désignés sont des fonds d'usage non restreint, prévus par les administrateur.ice.s à des fins précises. Les fonds d'usage non restreint sont des fonds qui doivent être utilisés conformément aux restrictions imposées par les donateur.ice.s ou qui ont été recueillis par l'organisme de bienfaisance à des fins spécifiques.

g) Devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées au cours en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les différences de change figurent dans l'état des activités financières.

h) Pensions

Les cotisations aux régimes de pension à cotisations définies sont comptabilisées dans l'état des activités financières de l'exercice au cours duquel elles deviennent exigibles.

3. Subventions

| DONOR | TYPE | 2020 £ | 2019 £ |
|---|-----------------------------|------------------|------------------|
| Cordaid | Fonds d'usage restreint | (3 515) | 49 986 |
| Danida | Fonds d'usage non restreint | 203 384 | 205 677 |
| Ministère finlandais des Affaires étrangères | Fonds d'usage restreint | 451 345 | 442 948 |
| Ford Foundation | Fonds d'usage restreint | - | 154 262 |
| Ford Foundation- Institute of International- Réunion régionale francophone | Fonds d'usage restreint | - | 36 416 |
| Subvention Build de la Ford Foundation | Fonds d'usage non restreint | 438 597 | - |
| Luminate | Fonds d'usage non restreint | 324 491 | 291 210 |
| Luminate - divulgations obligatoires | Fonds d'usage restreint | - | 145 605 |
| Luminate Assemblée mondiale 2019 | Fonds d'usage restreint | - | 10 000 |
| Natural Resource Global Initiative | Fonds d'usage restreint | - | 38 331 |
| Agence norvégienne pour la coopération au développement (NORAD) | Fonds d'usage restreint | 351 154 | - |
| Open Society Foundations | Fonds d'usage non restreint | 770 366 | 697 026 |
| Open Society Initiative for Southern Africa, subvention via Southern Africa Resource Watch (SARW) | Fonds d'usage restreint | 16 759 | 14 385 |
| Sigrid Rausing Trust | Unrestricted Funds | 100 000 | 100 000 |
| The William and Flora Hewlett Foundation | Unrestricted Funds | 407 498 | 339 679 |
| The William and Flora Hewlett Foundation (projet sur l'égalité des sexes) | Fonds d'usage non restreint | 279 107 | - |
| The William and Flora Hewlett Foundation (projet pilote sur l'égalité des sexes) | Fonds d'usage restreint | - | 96 000 |
| TOTAL | | 3 339 186 | 2 621 525 |

4. Revenus nets/(dépenses)

| | 2020 £ | 2019 £ |
|--|-----------|-----------|
| Ces montants sont indiqués après facturation : | | |
| Rémunération du/de la vérificateur.rice (audit) | 9,900 | 8,100 |
| Rémunération du/de la vérificateur.rice - services de conseil en fiscalité | 960 | 1,920 |
| Amortissement des actifs fixes corporels (note 8) | 12,647 | 9,219 |

5. Coûts des activités de bienfaisance

| 2020 | NOTE | RENFORCEMENT DU MOUVEMENT (ANCIENNEMENT NOMMÉ ENGAGEMENT DES MEMBRES) £ | PLAIDOYER (ANCIENNEMENT NOMMÉ INITIATIVES MONDIALES ET IMPACT) £ | TOTAL 2020 £ | TOTAL 2019 £ |
|--|------|---|--|--------------------|--------------------|
| Subventions payables | 6 | 636 692 | 25 034 | 661 726 | 589 918 |
| Coûts directement affectés aux activités | | | | | |
| Coûts des programmes | | 432 763 | 27 274 | 460 037 | 576 003 |
| Coûts du personnel | | 430 318 | 54 648 | 484 966 | 324 699 |
| Déplacements | | 13 456 | 628 | 14,084 | 222 428 |
| Communication | | 6 998 | | 6,998 | 13 720 |
| Coûts totaux directement affectés aux activités | | 883 535 | 82 550 | 966 085 | 1 136 850 |
| Coûts de soutiens affectés aux activités | | | | | |
| Coûts du personnel | | 432 729 | 59 131 | 491 860 | 577 404 |
| Recrutement | | 3 265 | | 3 265 | 453 |
| Frais de bureau | | 182 919 | 25 444 | 208 363 | 344 645 |
| Gains)/pertes de change | | 32 296 | 4 414 | 36 710 | (3 393) |
| Coûts de gouvernance : | | | | | |
| Assemblées mondiales et autres coûts de gouvernance | | 24 364 | 3 329 | 27 693 | 21 158 |
| Vérification | | 8 712 | 1 188 | 9 900 | 8 100 |
| Total des coûts de support et de gouvernance | | 684 285 | 93 506 | 777 791 | 948 367 |
| Coût total des activités de bienfaisance | | 2 204 512 | 201 090 | 2 405 602 | 2 675 135 |

6. Subventions payables

| LES SUBVENTIONS ONT ÉTÉ PAYÉES AU COURS DE L'EXERCICE AUX INSTITUTIONS SUIVANTES : | 2020 £ | 2019 £ |
|--|-----------|-----------|
| Action Aid Australia | 56 756 | |
| Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme | - | 8 653 |
| Association Energy Transparency | 4 553 | - |
| Association pour l'autopromotion des communautés de base (PWYP Togo) | 9, 77 | - |
| Association Tunisienne De Droit Du Développement | 13 351 | - |
| Bantay Kita | 15 034 | |
| Center for Environmental Policy and Advocacy | 14 880 | |
| Conférence Épiscopale du Cameroun | 7 513 | |
| Consensus Building Institute | - | 32 685 |
| Core Group Transparency | 4 409 | |
| Dynamique Mondaiale des Jeunes | 7 651 | |
| Economic Justice Network | - | (37 688) |
| Environics Trust | 2 019 | 12 016 |
| Fund for Constitutional Government (PCQVP États-Unis) | - | 44 200 |
| General Assembly of PWYP Gabon | - | 5 200 |
| Hakirasilimali | 14 762 | 113 994 |
| Human Development Center 'Tree of Life' | 4 501 | |
| Impact (PCQVP Canada) | 23 923 | 37 603 |
| Institute of National Affairs | 4 485 | |
| Katiba Institute | 78 805 | |
| KUWUKA JDA - Juventude Desenvolvimento e Advocacia | 35 031 | 130 822 |
| Lebanese Oil and Gas Initiative | 113 457 | |
| Lebanese Transparency Association | 18 494 | |
| Levizja Fol | 4 551 | |
| Mines alerte (PCQVP Burkina Faso) | 9 017 | 7,852 |
| ONG Lumière (PCQVP Sénégal) | - | 7,852 |
| Owners of Khuvsgul Lake movement | - | 5,327 |
| Oxfam France (PCQVP France) | 19 936 | 11,130 |
| Pro-biodiversity Conservationists in Uganda | 43 124 | 127,626 |
| Public Organisation 'Jahon' | 6 874 | |
| Publiez Ce Que Vous Payez - Guinee | - | 7,852 |
| Publiez Ce Que Vous Payez Coalition Malienne | 11 147 | |
| Publiez Ce Que Vous Payez Sénégal - Comité Sénégalais des Droits de l'Homme (CSDH) | - | 11 617 |

| LES SUBVENTIONS ONT ÉTÉ PAYÉES AU COURS DE L'EXERCICE AUX INSTITUTIONS SUIVANTES : | 2020 £ | 2019 £ |
|--|----------------|----------------|
| PWYP Niger - ROTAB | 10 000 | 16 488 |
| PWYP Transparency Initiative Nigeria | 3 825 | 17 381 |
| The Creative Organisation for Development | 13 204 | |
| The ONE Campaign | 37 387 | 28 301 |
| Ther Development Center | 52 435 | |
| Transparency International Mongolia | 4 494 | |
| World Dynamics of Young People | - | 1 007 |
| Yayasan Transparasi Sumberdaya Ekstraktif | 4 551 | |
| Zimbabwe Environmental Law Association | 11 880 | |
| | | |
| | 661 726 | 589 918 |

7. Staff and Trustee Costs

| | 2020 £ | 2019 £ |
|----------------------------------|------------------|----------------|
| Traitements et salaires | 616 113 | 519 073 |
| Coûts d'hébergement du personnel | 334 067 | 297 206 |
| Coûts de sécurité sociale | 63 100 | 57 674 |
| Pensions | 56 672 | 54 255 |
| | 1 069 952 | 928 208 |

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, l'organisme de bienfaisance a employé neuf personnes à temps plein (en 2019 : 8).

Les indemnités de départ d'un total de 25 500 £ sont comprises dans les traitements et salaires (en 2019 : 0)

L'équipe de direction comprend le personnel de gestion clé de l'organisme de bienfaisance chargé de diriger et de contrôler, d'administrer et d'exploiter l'organisme au quotidien.

Les frais de location pour cette période se sont élevés à 373 961 £ (en 2019 : 334 179 £).

Nombre d'employé.e.s dont les avantages sociaux (à l'exception des contributions de l'employeur au régime de pensions et à l'assurance nationale) se situaient dans les plages de coût suivantes :

| | 2020 NO. | 2019 NO. |
|-----------------------|-------------|-------------|
| 70 001 £ - 80 000 £ | 1 | 1 |
| 80 001 £ - 90 000 £ | | 1 |
| 90 001 £ - 100 000 £ | 1 | 1 |
| 110 001 £ - 120 000 £ | 1 | |

Au cours de l'année, aucun.e administrateur.rice n'a reçu de rémunération ou de prestations médicales (en 2019 : aucun). Le versement d'une rémunération à un administrateur.rice pour services rendus est autorisé par les statuts constitutifs.

Au cours de la période, aucun.e des administrateur.rice.s n'a reçu de remboursement de frais (2019 : quatre administrateur.rice.s ont reçu le remboursement de frais de déplacement pour un total de 4 908 £).

8. Actifs fixes corporels

| | MATÉRIEL INFORMATIQUE £ | INSTALLATIONS ET AGENCEMENTS £ | TOTAL £ |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|---------------|
| Coût | | | |
| Au 1er janvier 2020 | 47 090 | 2 460 | 49 550 |
| Ajouts | 12 618 | - | 12 618 |
| Cessions | (13 938) | | (13 938) |
| Au 31 décembre 2020 | 45 770 | 2 460 | 48 230 |
| Dépréciation | | | |
| Au 1er janvier 2020 | 32 414 | 2 136 | 34 550 |
| Frais pour l'exercice | 12 323 | 324 | 12 647 |
| Éliminés lors de la cession | (13 938) | | (13 938) |
| Au 31 décembre 2020 | 30 799 | 2 460 | 33 259 |
| Valeur nette comptable | | | |
| Au 31 décembre 2020 | 14 971 | - | 14 971 |
| Au 1er janvier 2020 | 14 676 | 324 | 15 000 |

9. Debtors

| | 2020 £ | 2019 £ |
|--|---------------|---------------|
| Débiteur.rice.s commerciaux.ales | 4 804 | |
| Autres débiteur.rice.s | - | 8 000 |
| Paiements anticipés et revenus accumulés | 35 288 | 10 830 |
| Total | 40 092 | 18 830 |

10. Créancier.ère.s : montants échéant à moins d'un an

| | 2020 £ | 2019 £ |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| Créancier.ère.s commerciaux.ales | 60 129 | 35 441 |
| Charges à payer | 347 095 | 353 143 |
| Revenus différés | 510 830 | - |
| Autres créancier.ère.s | 32 791 | 25 147 |
| Total | 950 845 | 413 731 |

Les revenus différés représentent les subventions et les donations reçues pour des programmes futurs spécifiques.

Les mouvements des revenus différés peuvent être résumés comme suit :

| | 2020 £ | 2019 £ |
|--|----------------|-----------|
| Fonds reportés | - | 697 026 |
| Fonds comptabilisés à titre de revenus | - | (697 026) |
| Différés pour l'exercice | 510 830 | - |
| À reporter | 510 830 | - |

11. Fonds d'usage non restreint

| 2020 | RÉSERVE OPÉRATIONNELLE £ | RÉSERVE COVID-19 £ | FONDS GÉNÉRAUX £ | TOTAL £ |
|--|--------------------------------|--------------------------|------------------------|------------------|
| Au 1er janvier 2020 | 330 000 | - | 309 081 | 639 081 |
| Transferts - fonds d'usage restreint | - | - | 33 169 | 33 169 |
| Transferts aux réserves désignées | 100 000 | 150 000 | (250 000) | - |
| Revenus/(dépenses) de la période retenue | - | - | 816 435 | 816 435 |
| Au 31 décembre 2020 | 430 000 | 150 000 | 908 685 | 1 488 685 |

L'objectif de la réserve opérationnelle de PCQVP est d'assurer la stabilité des missions, des programmes, de l'emploi, ainsi que les opérations courantes de l'organisation. Cette réserve de fonctionnement vise à fournir une source interne de fonds pour des situations nécessitant une augmentation soudaine des dépenses, des dépenses ponctuelles non prévues au budget, une perte imprévue de fonds ou des pertes non assurées. La réserve peut également servir dans le cadre de dépenses ponctuelles et non récurrentes qui renforceront la capacité à long terme, comme le perfectionnement du personnel, la recherche et le développement ou l'investissement dans l'infrastructure.

La réserve dédiée à la Covid-19 de PCQVP a été créée en 2020 à partir de l'excédent généré, car certaines activités n'ont pas pu avoir lieu comme prévu en raison de la pandémie mondiale. L'objectif de cette réserve consiste à organiser davantage d'activités une fois que les restrictions mondiales de déplacements auront été levées.

| 2019 | RÉSERVE OPÉRATIONNELLE £ | ASSEMBLÉE MONDIALE £ | FONDS GÉNÉRAUX £ | TOTAL £ |
|--|--------------------------------|----------------------------|------------------------|----------------|
| Au 1er janvier 2019 | 270 000 | 111 227 | 300 864 | 682,091 |
| Transferts - utilisés pour l'Assemblée mondiale | | (111 227) | 111 227 | - |
| Transferts - fonds d'usage restreint | | | (33 169) | (33 169) |
| Transferts - augmentation de la réserve opérationnelle | 60,000 | | (60 000) | - |
| Revenus/(dépenses) de la période retenue | - | - | (9 841) | (9 841) |
| Au 31 décembre 2019 | 330 000 | - | 309 081 | 639 081 |

12. Fonds d'usage restreint

| 2020 | FONDS D'OUVERTURE | REVENUS | DÉPENSES | TRANSFERTS | FONDS DE CLÔTURE |
|--|----------------------|----------------|----------------|-----------------|---------------------|
| Cordaid | 7 352 | (3 515) | 3 837 | - | - |
| Ministère finlandais des Affaires étrangères | - | 451 345 | 263 189 | (33 169) | 154 987 |
| Ford Foundation | 138 260 | - | 132,749 | - | 5 511 |
| Luminate - divulgations obligatoires | 35 164 | - | 35 164 | - | - |
| Natural Resource Governance Institute (divulgations obligatoires) | 20 108 | - | 20 108 | - | - |
| Subvention OSISA via SARW pour l'Assemblée mondiale | - | 16 759 | 16 759 | - | - |
| Agence norvégienne pour la coopération au développement | - | 351 154 | 351 154 | - | - |
| The William and Flora Hewlett Foundation (projet pilote sur l'égalité des sexes) | 31 945 | - | 31 945 | - | - |
| Total | 232 829 | 815 743 | 854 905 | (33 169) | 160 498 |

Cordaid : subvention soutenant le projet axé sur le renforcement des capacités d'influence des membres du Comité de Pilotage d'Afrique afin de mettre en œuvre le plan d'action Vision minière pour l'Afrique en tant que pilier stratégique de plaidoyer, ainsi que l'appui aux activités nationales de la société civile en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud.

Ministry of Foreign Affairs Finland : subvention en appui au renforcement des capacités, à l'apprentissage entre pairs, au partage des connaissances et au plaidoyer par les organisations de la société civile en Afrique subsaharienne afin de contrôler les impôts versés par les entreprises extractives aux autorités pour s'assurer qu'elles contribuent à un développement équitable et durable.

Ford Fundatio : subvention pour favoriser la promotion du leadership, l'apprentissage et la mise en réseau de la société civile pour favoriser l'égalité des sexes, le partage équitable des bénéfices, la dépense de l'espace civique du secteur extractif en Afrique.

Luminate : subventions pour faciliter la campagne de divulgation obligatoire au Canada, au Royaume-Uni, en Australie et en France, ainsi que pour soutenir le développement organisationnel de PCQVP et la mise en œuvre de la stratégie mondiale.

Natural Resource and Governance Institute : subvention en appui aux activités de PCQVP en faveur de la norme mondiale de divulgation obligatoire dans le secteur extractif.

Agence norvégienne de coopération au développement : subvention pour faciliter un projet visant à soutenir l'amélioration de la transparence et de la redevabilité du secteur pétrolier. La subvention est utilisée pour soutenir des organisations au Liban, en Irak et au Kenya.

The William and Flora Hewlett Foundation: subvention d'un projet pilote visant la promotion d'une Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives sensible au genre.

| | | INCOME | EXPENDITURE | TRANSFERS | CLOSING FUNDS |
|--|---------|---------|-------------|-----------|---------------|
| Cordaid 2018 | 4 401 | - | 4 401 | - | - |
| Cordaid 2019 | - | 49 986 | 42 634 | - | 7 352 |
| Ministère finlandais des Affaires étrangères 2019-2020 | - | 442 948 | 476 117 | 33 169 | - |
| Ford Foundation | 144 990 | 154 262 | 160 992 | - | 138 260 |
| Ford Foundation- Institute of International- Réunion régionale francophone | - | 36 416 | 36 416 | - | - |
| Luminate - divulgations obligatoires | 13 044 | 145 605 | 123 485 | - | 35 164 |
| Luminate (Assemblée mondiale 2019) | 7 852 | 10 000 | 17 852 | - | - |
| Natural Resource Governance Institute (divulgations obligatoires) | - | 38 331 | 18 223 | - | 20 108 |
| Open Society Foundations - UE | 17 821 | - | 17 821 | - | - |
| Open Society Foundations - transition | 3 794 | - | 3 794 | - | - |

| | | INCOME | EXPENDITURE | TRANSFERS | CLOSING FUNDS |
|---|----------------|----------------|------------------|---------------|----------------|
| Open Society Foundations - espace civique | 66 740 | - | 66 740 | - | - |
| OSIWA | - | 14 385 | 14 385 | - | - |
| OSIWA (Assemblée mondiale 2019) | 22 067 | - | 22 067 | - | - |
| The William and Flora Hewlett Foundation (projet sur l'égalité des sexes) | 32 065 | 96 000 | 96 120 | - | 31 945 |
| Total | 312 774 | 987 933 | 1 101 047 | 33 169 | 232 829 |

13. Analysis of net assets

| 2020 | RESTRICTED £ | UNRESTRICTED £ | TOTAL £ |
|---------------------------|-----------------|-------------------|------------------|
| Actifs fixes | - | 14 971 | 14 971 |
| Actifs nets à court terme | 160 498 | 1 473 714 | 1 634 212 |
| Total | 160 498 | 1 488 685 | 1 649 183 |

| 2019 | RESTRICTED £ | UNRESTRICTED £ | TOTAL £ |
|---------------------------|-----------------|-------------------|----------------|
| Actifs fixes | - | 15 000 | 15 000 |
| Actifs nets à court terme | 232 829 | 624 081 | 856 910 |
| Total | 232 829 | 639 081 | 871 910 |

14. Related party transactions

Aucun paiement entre des parties liées n'a été réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 (2019 : aucun).

Il n'existe aucun solde impayé ni aucune provision pour créances douteuses à l'égard des parties liées pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (2019 : aucun)

15. Engagements relatifs aux baux

En raison de la pandémie de Covid-19, le personnel travaillait à domicile, un préavis a donc été déposé concernant la location des bureaux et le bail a été résilié, avec une prise d'effet au 13 octobre 2020. Au 31 décembre 2020, l'engagement de location était égal à 0 (en 2019 : 24 000 £). Les frais de location pour cette période se sont élevés à 46 609 £ (en 2019 : 67 603 £).



PUBLISH WHAT
YOU PAY

Email: info@pwyp.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 www.facebook.com/PublishWhatYouPay

www.pwyp.org

Publish What You Pay is a registered charity (Registered Charity Number 1170959)
and a registered company in England and Wales (No. 9533183).